

REVUE INTERNATIONALE DES ECONOMISTES DE LANGUE FRANÇAISE

RIELF 2024, Vol. 9, N°1

Association Internationale
des Economistes de Langue Française



avec la collaboration de



UNIVERSITÉ DES SCIENCES
ÉCONOMIQUES ET DE GESTION
DE POZNAŃ

l'Université des Sciences Economiques et de Gestion de Poznań



L'Université Bernardo O'Higgins - Chili

Rédacteur en chef

Krzysztof MALAGA, USEGP, Pologne

Rédactrice adjointe

Małgorzata MACUDA, USEGP, Pologne

Secrétaire de rédaction

Dorota CZYŻEWSKA-MISZTAL, USEGP, Pologne

Comité éditorial

Akoété Ega AGBODJI, Togo
Wissem AJILI BEN YOUSSEF, France
Alastaire ALINSATO, Bénin
Loubna ALSAGIHR OUEIDAT, Liban
Camille BAULANT, France
Matouk BELATTAF, Algérie
Francis BISMANS, France, Belgique
Horst BREZINSKI, Allemagne
Abdelaziz CHERABI, Algérie
Bernard COUPEZ, France
Jean-Jacques EKOMIE, Gabon
Jules Roger FEUDJO, Cameroun
Camelia FRATILA, Roumanie
Ewa FRĄCKIEWICZ, Pologne
Rosette GHOSSOUB SAYEGH, Liban
Marian GORYNIA, Pologne
Driss GUERRAOUI, Maroc
Juliana HADJITCHONEVA, Bulgarie
Vidal IBARRA-PUIG, Mexique
Nafii IBENRISSOUL, Maroc
Soumaïla Mouleye ISSOUFOU, Mali

Michel LELART, France
Laura MARCU, Roumanie
Tsvetelina MARINOVA, Bulgarie
Boniface MBIH, France
Mbodja MOUGOUE, États-Unis
Francisco OCARANZA, Chili
Thierry PAIRAULT, France
Jacques POISAT, France
Carlos QUENAN, France
Marek RATAJCZAK, Pologne
Alain REDSLOB, France
Jeannette ROGOWSKI, États-Unis
Paul ROSELE CHIM, France
Claudio RUFF ESCOBAR, Chili
Alain SAFA, France
Baiba ŠAVRIŅA, Lettonie
Piotr STANEK, Pologne
Abdou THIAO, Sénégal
Roger TSAFACK NANFOSSO, Cameroun
François VAILLANCOURT, Canada
Isabel VEGA MOCOROA, Espagne

Bureau de rédaction

Eliza SZYBOWICZ, soutien éditorial, USEGP, Pologne
Marta DOBRECKA, rédactrice technique, USEGP, Pologne

© Copyright by Association Internationale des Economistes de Langue Française, Université des Sciences Economiques et de Gestion de Poznań
Paris, Poznań 2024

La RIELF offre son contenu complet en accès libre sous licence Creative Commons BY NC SA 4.0

ISSN 2551-895X
e-ISSN 2727-0831

Edition digitale et imprimée
Editions de l'Université des Sciences Economiques et de Gestion de Poznań
Projet de couverture : Izabela Jasiczak, Bernard Landais, Krzysztof Malaga, Eduardo Téllez

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos (Krzysztof MALAGA).....	3
Kwami Ossadzifo WONRYA, Honoré TENAKOUA, Braïma Luís SOARES CASSAMA Commerce des services et inégalités des revenus en Afrique	9
Dramane ABDOULAYE Corruption, droits de propriété et croissance économique en Afrique subsaharienne	32
Charlemagne B. IGUE, Yves ESSEHOU Dynamique et déterminants de la productivité totale du travail dans les pays d’Afrique subsaharienne	54
Owodon AFO-LOKO Investissement Direct Étranger, transition énergétique et dégradation de l’environnement : évidence des pays d’Afrique subsaharienne	84
Franck Mondesir TSASSA MBOUAYILA, Prudence Love Angèle MOUAKASSA Politique monétaire et stabilité macroéconomique dans la Communauté Économique et Monétaire de l’Afrique Centrale	102
Ousmane AMADOU Dépenses totales de santé versus dépenses publiques de santé et résultats de santé en Afrique de l’Ouest	128
Ousmane MARIKO, Mohamed NIARÉ Analyse macro-économétrique du chômage dans les pays de l’UEMOA	154
Georges Bertrand TAMOKWÉ PIAPTIE, Fayllonne Marina PIAME NJANPOU Écart salarial femmes-hommes sur le marché du travail au Cameroun : Plafond de verre ou plancher collant ?	174
Eric ALLARA NGABA, Michèle Estelle NDONOU TCHOUMDOP, Hamadoum TAMBOURA Effet de l’autonomisation de la femme sur la violence conjugale au Tchad à partir de données EDS-MICS, 2014–2015	192

Yaovi TOSSOU

Analyse de la décomposition des inégalités dans l'utilisation des soins de santé maternelle au Togo..... 212

Moustapha ALADJI

L'Europe en Amérique du Sud : Comprendre l'immigration en Guyane française 232

Małgorzata MACUDA, Stefan ZDRAVKOVIĆ

Les applications et les défis de ChatGPT en comptabilité : Une revue de la littérature 252

AVANT-PROPOS

Le numéro 1/2024 de la RIELF, que nous avons l'honneur de présenter aux lecteurs, est composé de 12 articles rédigés par 21 auteurs issus de 11 pays : Bénin, Burkina Faso, Cameroun, France, Mali, Niger, Pologne, République du Congo, Serbie, Tchad et Togo.

Kwami Ossadzifo WONRYA, Honoré TENAKOUA et Braïma Louis SOARES CASSAMA en article *Commerce des services et inégalités des revenus en Afrique* analysent les effets du commerce des services sur les inégalités de revenu en Afrique. Les données de panel de 46 pays africains ont été estimées à l'aide l'estimateur des moindres carrés avec les variables muettes corrigées (Least Square Dummy Variable Corrected, LSDVC). Les résultats des estimations révèlent une relation inverse et significative entre le commerce des services et les inégalités de revenus en Afrique. Ce papier comble le gap qui existe dans la littérature économique quant à la mesure des effets du commerce des services dont l'importance n'est révélée qu'avec les négociations du cycle d'Uruguay avec la création de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) en janvier 1995.

Dramane ABDOULAYE dans l'article *Corruption, droits de propriété et croissance économique en Afrique subsaharienne* examine la relation entre la corruption, les droits de propriété et la croissance économique dans les pays d'Afrique subsaharienne. Le modèle utilisé dans ce travail est inspiré par Aziz et Asadullah (2016) et Walid et Kais (2019), dont la base théorique est la fonction de production Cobb-Douglas, qui comprend deux composantes majeures, à savoir le travail et le capital et d'autres facteurs institutionnels. Ainsi, l'analyse de l'interaction entre les droits de propriété, la corruption et la croissance économique est effectuée à l'aide d'un modèle VAR en panel. L'auteur montre que la corruption a un effet positif sur la croissance économique alors que la croissance économique n'a aucun effet sur la corruption. Les droits de propriété favorisent la croissance économique tandis que la croissance économique ne contribue pas à protéger les droits de propriété. La corruption a un effet négatif sur les droits de propriété tandis que les droits de propriété n'ont pas d'effet sur la corruption. L'originalité réside dans l'analyse du rôle ambigu de la corruption en lien avec les droits de la propriété, et la croissance économique à l'échelle de nombreux pays africains.

Charlemagne B. IGUE et Yves ESSEHOU dans l'article *Dynamique et déterminants de la productivité totale du travail dans les pays d'Afrique subsaharienne* analysent d'une part la dynamique de la productivité totale du travail mais d'autre

part, examinent les déterminants de cette dernière en Afrique subsaharienne. A partir de la méthode de décomposition totale du travail et d'un modèle VECM couvrant la période 1995–2019, les résultats indiquent que les changements structurels, ont favorablement contribué (39,54%) à la croissance de la productivité totale du travail en ASS tandis que la productivité intra sectorielle a quant à elle ralenti la croissance de cette dernière (–48,12%). L'analyse sectorielle révèle une contribution négative pour l'agriculture ; positive pour le secteur manufacturier tandis que le secteur des services apparaît avec une contribution de 55,5% pour les changements structurels contre un apport négatif de la productivité intra sectorielle (–40,9%). Par ailleurs, les résultats du modèle VECM montrent que le taux brut de scolarisation secondaire, les technologies de l'information et de la communication, la stabilité politique et le contrôle de corruption favorisent significativement la productivité totale du travail en ASS.

Owodon AFO-LOKO dans le papier *Investissement Direct Étranger, transition énergétique et dégradation de l'environnement : Évidence des pays d'Afrique subsaharienne* examine la relation entre les investissements directs étrangers (IDE), la transition énergétique et la pollution de l'environnement en Afrique subsaharienne sur la période 1985 à 2020. Diverses approches économétriques ont été utilisées afin d'obtenir des résultats robustes. Le test de dépendance transversale a été effectué et les résultats ont confirmé la présence d'une dépendance transversale entre les variables, ce qui a permis l'utilisation du test de racine unitaire de seconde génération. L'analyse a été réalisée à l'aide de la méthode de Driscoll et Kraay, qui permet de traiter l'endogénéité, l'autocorrélation et l'hétéroscédasticité. Les résultats montrent que l'hypothèse « pollution haven » est confirmée et que l'utilisation des énergies renouvelables qui mesure la transition énergétique diminue la pollution environnementale. Aussi l'effet couplé des investissements directs à l'étranger et les énergies renouvelables minimise la pollution de l'environnement. La densité de la population, le commerce et le produit intérieur brut augmente la pollution de l'environnement. Cet article contribue à la littérature existante sur l'analyse de la relation entre investissement direct à l'étranger et la pollution de l'environnement ou énergies renouvelables et pollution de l'environnement en portant un regard particulier sur l'effet couplé de l'investissement direct à l'étranger et l'usage des énergies renouvelables sur la qualité de l'environnement. L'auteur suggère que d'amples efforts devraient être faits afin d'augmenter le taux d'investissement direct étranger dans les pays d'Afrique subsaharienne, en particulier l'attrait des technologies vertes qui peuvent aider à produire davantage d'énergies renouvelables.

Franck Mondesir TSASSA MBOUAYILA et Prudence Love Angèle MOUKASSA dans l'article *Politique monétaire et stabilité macroéconomique dans la Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale* montrent que la stabilité macroéconomique est assurée par la politique monétaire dans la Zone CEMAC. Son cadre théorique s'inscrit dans la nouvelle école keynésienne. Empiriquement, le

modèle VAR structurel est utilisé sur la période 1980-2019. Les résultats montrent qu'à l'exception du Tchad, la politique monétaire a permis de stabiliser les chocs symétriques et joue un rôle essentiel dans la transmission des chocs asymétriques. La raison tient à des différentiels d'inflation persistants entre les pays membres de la CEMAC, qui ont dérégulé les fonctions contra-cycliques de la politique menée par la BEAC dans les années 1980. D'après les auteurs la politique monétaire menée par la BEAC stabilise aussi bien l'activité que les prix et les chocs asymétriques.

Ousmane AMADOU dans le papier *Dépenses totales de santé versus dépenses publiques de santé et résultats de santé en Afrique de l'Ouest* fait une tentative d'établir un lien entre les dépenses totales de santé par habitant, les dépenses publiques de santé et deux résultats pour la santé à savoir la mortalité infantile et la mortalité des moins de cinq ans. Cette relation est examinée à l'aide des données de 15 pays de l'espace CEDEAO plus la Mauritanie entre 1995 et 2014. Des spécifications en panel ; en MCO robuste et à effets fixes ont été utilisées pour le besoin de la robustesse et la prise en compte de la spécificité pays. Les résultats montrent que les dépenses de santé ont un effet statistiquement significatif sur la mortalité infantile et la mortalité des moins de cinq ans. La magnitude des estimations d'élasticité est en accord avec celles rapportées dans la plupart des études. Pour les pays de l'Afrique de l'Ouest, les résultats impliquent que les dépenses totales de santé (ainsi que la composante publique) contribuent certainement de manière importante à la réduction de la mortalité infantile et de la mortalité des enfants de moins de cinq ans. Ces résultats ont des implications importantes pour la réalisation des Objectifs du Développement Durable (ODD).

Ousmane MARIKO et **Mohamed NIARÉ** dans l'article *Analyse macro-économétrique du chômage dans les pays de l'UEMOA* évaluent les déterminants macroéconomiques du chômage dans les pays de l'UEMOA, en mettant un accent particulier sur les chocs pluviométriques. L'utilisation des données sous régionales requiert de vérifier si les séries temporelles ne sont pas corrélées simultanément. Dans cette optique, ils ont utilisé le test de Breusch-Pagan (1980) pour détecter une possible corrélation des erreurs. Sur la base de ce résultat, ils ont respectivement utilisé le test de racine unitaire de deuxième génération de Pesaran (2007) et le test de cointégration de Westerlund (2007), qui sont robustes à l'interdépendance individuelle. Enfin, ils ont estimé l'équation de long terme du chômage à l'aide de la technique DOLS pour corriger les éventuels problèmes d'endogénéité. Les données utilisées dans la présente étude couvrent la période 1991-2020 et proviennent de différentes sources : World Development Indicators, Worldwide Governance Indicators, et Global Climate Data-University of Delaware covering. Ils ressortent de l'analyse empirique que les chocs pluviométriques, l'ouverture commerciale et le contrôle de la corruption exacerbent le chômage, alors que la croissance du PIB contribue à le résorber. En revanche, l'inflation, les TIC et le développement financier se sont révélés non significatifs.

Georges Bertrand TAMOKWÉ PIAPTIE et **Fayllonne Marina PIAME NJAN-POU** dans le papier *Écart salarial femmes-hommes sur le marché du travail au Cameroun : Plafond de verre ou plancher collant ?* vérifient si les sources des inégalités salariales entre les femmes et les hommes sur le marché du travail au Cameroun résultent de l'existence d'un plafond de verre et/ou d'un plancher collant. La méthode retenue est celle des régressions quantiles complétées par la technique de décomposition quantile. Les résultats obtenus soutiennent l'existence d'un plancher collant et recusent celle d'un plafond de verre. Ils montrent que les inégalités hommes / femmes de salaires décroissent au fur et à mesure que l'on s'élève le long de la distribution des salaires. Au sommet de la distribution, l'écart salarial au détriment des femmes trouve principalement sa source dans les différences de caractéristiques individuelles observables, alors qu'au bas de la distribution, cet écart est davantage dû à des facteurs exogènes à ces caractéristiques observables. Les auteurs affirment que leur article met en évidence le fait que, sur le marché du travail au Cameroun, le niveau de discrimination au détriment des femmes est une fonction décroissante des quintiles salariaux. Ce qui est à la fois un résultat original et de prime abord paradoxal dans la mesure où on se serait attendu à ce que d'éventuelles discriminations soient plus prégnantes au niveau des emplois les mieux rémunérés. Ainsi, les femmes du Cameroun devraient viser à concourir pour des emplois hautement rémunérés dans la mesure où elles y sont moins exposées au risque de discrimination.

Eric ALLARA NGABA, Michèle Estelle NDONOU TCHOUMDOP et **Hamadou TAMBOURA** dans le papier *Effet de l'autonomisation de la femme sur la violence conjugale au Tchad à partir de données EDS-MICS, 2014–2015* étudient l'effet de l'autonomisation de la femme sur la violence conjugale au Tchad. Le modèle probit binaire est utilisé pour analyser l'effet de l'autonomisation dans ses différentes dimensions mais aussi globalement. Les analyses se sont basées sur des données d'enquêtes démographiques de santé et à indicateurs multiples collectées par INSEED entre 2014–2015. Les auteurs montrent que l'autonomisation de la femme affecte positivement la violence conjugale au Tchad. Une femme exprimant son désaccord face à la violence, participant au processus de prise de décision au sein du ménage, ayant l'autonomie économique et l'indépendance sociale, a 4,01% et 10,4% de chances supplémentaires de subir de violence conjugale respectivement pour un niveau d'autonomie moyen et élevé par rapport à un niveau d'autonomie faible. Il faudrait donc renforcer la sensibilisation pour que le processus d'autonomisation des femmes profite à la société Tchadienne. L'étude contribue de manière significative à la littérature à travers cette première tentative empirique de compréhension de l'effet de l'autonomisation de la femme sur la violence conjugale au Tchad en tenant compte de diverses dimensions de l'autonomisation. Elle décompose la violence conjugale en plusieurs formes et adopte l'approche des quartiles en regroupant les facteurs par dimension afin d'établir

le niveau d'autonomisation de la femme avant leurs liaisons avec les différentes formes de la violence conjugale.

Yaovi TOSSOU dans son article *Analyse de la décomposition des inégalités dans l'utilisation des soins de santé maternelle au Togo* examine l'inégalité dans l'utilisation des soins de santé maternelle au Togo. En se servant de la décomposition de l'indice de concentration, de la courbe de concentration et des données de l'enquête démographique de santé de 2013 (EDST-III) au Togo, les résultats révèlent que l'âge, le niveau d'éducation, la profession de la femme et le lieu de résidence sont les déterminants de l'utilisation des services de santé maternelle. Ainsi, les groupes d'âge de 15–20 ans et de 31–49 ans contribuent faiblement aux inégalités dans les besoins de services de santé, respectivement de $-0,024$ et de $-0,022$ chez les femmes. D'après l'auteur ces résultats suggèrent qu'il est nécessaire d'encourager des politiques essentielles visant à améliorer le niveau d'éducation des femmes et de l'indice de richesse afin de réduire le risque d'inégalité dans l'utilisation des soins de santé maternelle au Togo.

Moustapha ALADJI dans son article *L'Europe en Amérique du Sud : Comprendre l'immigration en Guyane française* analyse les causes de l'immigration en Guyane, étudie les politiques publiques qui y sont liées et dévalue les moyens d'accueil et d'accompagnement des migrants. Il cherche aussi à souligner les disparités d'efficacité de ces dispositifs entre le niveau national et la réalité locale guyanaise. Il a réalisé une analyse descriptive associée à des tests statistiques, tels que le Chi-deux (χ^2), afin d'analyser les liens entre différentes variables économiques et sociales liées aux migrants. Grâce à cette méthode, il est possible d'analyser l'influence des mesures d'accompagnement sur l'intégration des migrants en Guyane. D'après l'auteur les résultats montrent que même si les mesures d'accompagnement mises en œuvre par l'État sont généralement efficaces à l'échelle nationale, elles ne satisfont pas pleinement aux besoins particuliers des migrants en Guyane. Les politiques nationales et les réalités locales sont en décalage, ce qui empêche l'intégration des migrants dans le tissu économique et social guyanais. Cette étude présente une vision originale des défis de l'immigration en Guyane, souvent négligés dans les analyses nationales. Il est souligné que les politiques migratoires et les dispositifs d'accueil doivent être adaptés aux particularités locales afin d'améliorer l'intégration des migrants. L'auteur suggère des idées pour améliorer la conformité des politiques publiques aux spécificités de la Guyane française.

Małgorzata MACUDA et **Stefan ZDRAVKOVIĆ** dans le papier *Les applications et les défis de ChatGPT en comptabilité : Une revue de la littérature* identifient les publications concernant ChatGPT dans le domaine de la comptabilité publiées depuis le lancement de ChatGPT jusqu'à présent (mai 2024) afin d'avoir une image approximative de la popularité du concept en tant que sujets d'études de recherche. Une analyse du contenu des bases de données Scopus et Web of Science Scholar a démontré un intérêt croissant parmi les chercheurs scientifiques pour IA

et ChatGPT, notamment depuis le lancement de la version ChatGPT-3.5 le 30 novembre 2022. 15 articles publiés en 2023 et 2024 relatifs à l'utilisation de ChatGPT en comptabilité ont été examinés. Une méthodologie de recherche descriptive, comprenant une revue de la littérature, a été appliquée afin d'atteindre l'objectif déclaré. Les résultats indiquent la tendance croissante parmi les académiciens quant à la recherche des possibilités de l'utilisation de ChatGPT dans l'éducation de la comptabilité et un grand intérêt parmi les praticiens lié à l'application des nouvelles technologies d'AI dans la comptabilité financière et l'audit (au sein des cabinets comptables), le reporting ESG et aussi la comptabilité de gestion. L'article contribue à la littérature croissante concernant l'utilisation de ChatGPT en comptabilité, constituant une synthèse des articles qui ont été publiés dans Scopus et Web of Sciences sur ce sujet depuis juin 2018.

Krzysztof Malaga

DYNAMIQUE ET DÉTERMINANTS DE LA PRODUCTIVITÉ TOTALE DU TRAVAIL DANS LES PAYS D'AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Dynamics and determinants of total labor productivity in Sub-Saharan Africa

Charlemagne B. IGUE¹

Faculté des Sciences Économiques et de Gestion, Université d'Abomey-Calavi
FASEG/UAC, Bénin
charlyigue@yahoo.fr
<https://orcid.org/0009-0000-6065-9235>

Yves ESSEHOU²

Faculté des Sciences Économiques et de Gestion, Université d'Abomey-Calavi
FASEG/UAC, Bénin
esyes105@gmail.com
<https://orcid.org/0009-0001-8498-8890>

Abstract

Purpose : The aim of this paper is to analyse the dynamics of total labor productivity by examining its determinants in sub-Saharan Africa.

Design/methodology/approach : This paper exploits the total labor decomposition method and a structural VECM model on panel data for 40 SSA countries covering the period 1995–2019.

Findings : The results indicate that structural changes contributed favorably (39.54%) to total labor productivity growth in SSA, while intra-sectoral productivity slowed the latter's growth (–48.12%). Sectoral analysis reveals a negative contribution from agriculture, a positive one from manufacturing and a negative one from intra-sectoral productivity (–40.9%) in the service sector, which contributed 55.5% to structural change. Furthermore, the results of the VECM model show that the gross secondary school enrolment rate, information and communication technologies, political stability and control of corruption significantly favor total labor productivity in SSA.

¹ 01 BP 526, Universitaire d'Abomey-Calavi, Bénin.

² 01 BP 526, Universitaire d'Abomey-Calavi, Bénin.

Originality/value : These results imply that it is necessary for African countries to reorient their labor force towards the manufacturing sector and especially the high-productivity service sector, in order to capture the surplus labor coming from agriculture.

Keywords : labor productivity, structural change, employment.

Résumé

Objectif : Le but visé dans cet article est d'analyser la dynamique de la productivité totale du travail en examinant les déterminants de cette dernière en Afrique subsaharienne.

Conception/méthodologie/approche : Ce papier exploite la méthode de décomposition totale du travail et d'un modèle VECM structurel sur données de panels pour 40 pays d'ASS couvrant la période 1995–2019.

Résultats : Les résultats indiquent que les changements structurels, ont favorablement contribué (39,54%) à la croissance de la productivité totale du travail en ASS tandis que la productivité intra sectorielle a quant à elle ralenti la croissance de cette dernière (-48,12%). L'analyse sectorielle révèle une contribution négative pour l'agriculture ; positive pour le secteur manufacturier tandis que le secteur des services apparaît avec une contribution de 55,5% pour les changements structurels contre un apport négatif de la productivité intra sectorielle (-40,9%). Par ailleurs, les résultats du modèle VECM montrent que le taux brut de scolarisation secondaire, les technologies de l'information et de la communication, la stabilité politique et le contrôle de corruption favorisent significativement la productivité totale du travail en ASS.

Originalité/valeur : Ces résultats impliquent qu'il est nécessaire pour les pays Africain de réorienter la main-d'œuvre vers le secteur manufacturier et surtout celui des services à forte productivité pour capter l'excédent de main-d'œuvre venant de l'agriculture.

Mots-clés : productivité du travail, changement structurel, emploi.

JEL classification : J24, L16, E24.

Introduction

Les changements structurels occupent une place importante dans le débat sur la croissance en Afrique (ACET, 2014) et nombre d'économies africaines s'emploient avec des stratégies différentes pour atteindre le statut de pays à revenu moyen. Mais la concrétisation de cet objectif passe par de profonds changements dans les structures de production des économies africaines. En effet, les relations réciproques entre changements structurels et croissance économique ont fait l'objet d'une plus grande attention depuis quelques années et la transformation structurelle a été considérée comme un moteur fondamental du développement économique (Duarte & Restuccia, 2010 ; Herrendorf et al., 2013). Sur la question de la transformation structurelle, des travaux récents font valoir que le changement technologique spécifique à l'investissement pourrait être une force fondamentale de cette dernière,

en particulier l'essor des services en raison du recul de l'agriculture et du secteur manufacturier (Garcia-Santana et al., 2016 ; Guo et al., 2017).

Quant à la croissance économique, les tenants de la théorie classique de la croissance soulignent que le capital (physique et humain) et les progrès technologiques sont des facteurs majeurs favorisant la croissance à long terme (CEA, 2019). Mais cette théorie occulte la structure économique sur la voie de l'accumulation dans le cadre du processus de développement économique. En effet, les premiers stades du développement économique sont axés sur un petit nombre de secteurs à faible productivité dans lesquels les avancées technologiques sont limitées. C'est en particulier le cas des mouvements de main-d'œuvre quittant une agriculture de semi-subsistance peu productive pour les secteurs plus productifs de la production manufacturière et des services. Sur le plan théorique, les pionniers du changement structurel à partir de Lewis (1954) ; Chenery (1960) ; Kuznets (1966) ; Chenery et al. (1986) en passant par Chenery et Syrquin (1975) soulignent tous que la productivité globale et les revenus s'accroissent lorsque la main-d'œuvre et les autres ressources passent des activités économiques traditionnelles aux activités économiques modernes, hypothèse confirmée par les travaux empiriques de McMillan et al. (2014).

Cependant, rien ne prouve que les changements structurels ont soutenu la croissance récente en Afrique, car les niveaux d'industrialisation sont restés faibles (McMillan & Rodrik, 2011 ; Page, 2012). Bien que les pays d'ASS aient connu un regain de croissance économique ces dernières années, l'état des lieux de la structure économique de l'Afrique montre qu'elle évolue rapidement avec une concentration de l'emploi dans le secteur agricole. Selon World Bank (2021), dans les années 1995, la part moyenne de l'emploi (% du total de l'emploi) dans le secteur agricole se situait à 58,93% contre un pourcentage de 29,13 pour les services et 11,92% pour la manufacture. Les statistiques récentes (2019) montrent par contre que la main-d'œuvre a migré progressivement vers le secteur des services pour s'établir à un pourcentage de 40,29 contre un recul de la part de la main-d'œuvre agricole qui est de 47,38% et 12,31% pour la manufacture. Ces statistiques corroborent les faits empiriques évoqués par Vries et al. (2014), qui montrent que l'ajustement structurel en ASS n'a pas eu de rôle positif sur la croissance en termes statiques mais a eu un rôle négatif en termes dynamiques. McMillan et Rodrik (2011) et McMillan et al. (2014) estiment pour leur part que l'ajustement structurel sur lequel sont axées de nombreuses réformes et initiatives de donateurs semble avoir orienté l'excédent de l'emploi agricole vers les secteurs de la vente en détail, vente en gros la construction, etc. plutôt que vers le secteur à fort rendement.

Si du côté de l'emploi l'on observe une montée progressive de la part de l'emploi dans le secteur des services de 1995 à 2019 au profil d'un recul progressif de celle-ci dans le secteur agricole, il est à noter que la productivité totale du travail a connu une évolution mitigée courant 1995–2019 en ASS. Situé à environ 10871,35 (dollar

courant) la décennie 1995–2004 pour un transfert de main-d'œuvre de 10,33% contre une contribution négative de la productivité intra sectorielle (-16,29%), la productivité totale du travail est passée à 20628,45 courant 2005–2014 soit un accroissement de 89,75% entre les deux décennies avant de retomber à 18172,2 entre 2015 et 2019 soit une baisse de 11,90% cette période de cinq ans. Il faut noter toutefois que de 2015 à 2019 les changements structurels ont contribué favorablement pour 5,30% à la productivité totale du travail tandis que l'on note un apport négatif de la composante intra sectorielle (-4,11%). A travers ces statistiques, l'on note un lien positif entre productivité totale du travail et changement structurel tandis que l'effet reste négatif pour la productivité intra sectorielle. Ce constat relance la controverse notée entre transfert de main-d'œuvre du secteur à faible productivité vers ceux à fortes productivités dans le processus de transformation structurelle.

En effet, les travaux de Maddison (1952) ; Vries et al. (2014) ; Alam et al. (2008) ; McMillan et Rodrik (2011) ; McMillan et Harttgen (2014) aboutissent à une contribution positive des mouvements de main-d'œuvre à la productivité totale du travail. Jorgenson et Timmer (2011), montrent que les changements structurels jouent non seulement un rôle important dans la croissance de la productivité totale du travail, mais que les services représentent désormais environ trois quarts de la valeur ajoutée et des heures travaillées, et la croissance de la productivité des services marchands prédomine sur celle de la production de biens au Japon et aux États-Unis, mais pas en Europe. En particulier pour le cas africain, Cadot et al. (2015) estiment que les ressources ont été directement orientées de l'agriculture vers les services, court-circuitant ainsi donc les activités manufacturières. Par contre, les travaux de Ighodaro et Adegboye (2020) ; Badiane et al. (2012) et Page (2012) concluent à une contribution négative des changements structurels à la productivité totale du travail, chose amenant à s'interroger sur la nature de la contribution des changements structurels à la croissance de la productivité totale du travail, vue que les économies Africaine soient caractérisées par un écart remarquable de productivité et de revenu entre les différents secteurs d'activités (Acemoglu & Restrepo, 2019 ; Hallward-Driemeier & Nayyar, 2017).

Si la nature de la contribution des changements structurels constitue un sujet de divergence empirique, plusieurs travaux empiriques analysent cependant les facteurs déterminants la productivité totale du travail mais n'aboutissent pas nécessairement à des conclusions unanimes. Ainsi, pour Vandenberg et Trinh (2016), l'accent est particulièrement mis sur le capital humain à travers le niveau d'éducation et la formation continue pour parvenir à des taux élevés de productivité du travail tandis que Belorgey et al. (2004) trouvent que les secteurs producteurs de technologie de l'information et de la communication (TIC), les investissements en TIC et l'utilisation des TIC fondent cette dernière. Selon Greenan et al. (2001), Scarpetta et al. (2002), la recherche et développement (R&D) joue un rôle

prépondérant dans la croissance de la productivité du travail, même si d'autres travaux montrent que la faiblesse de la productivité des entreprises en Afrique est liée d'une part au développement du secteur informel où la plupart évolue, et d'autre part au développement du climat des affaires que sont les infrastructures, les réglementations, la corruption, les taxes et le secteur financier (Drame & Akitan, 2022). Cette littérature s'est toutefois concentrée sur ces différentes variables sans pour autant considérer la structure de production hétérogène des économies africaines qui diffèrent d'une région à l'autre.

Ces différents constats militent en faveur de l'objectif de ce papier qui cherche à comprendre la nature de la contribution des changements structurels à la croissance de la productivité du travail d'une part, mais aussi à élucider les réels déterminants de cette dernière en ASS dans un contexte où les changements structurels s'imposent comme moyen de transformation structurelle des économies. La valeur ajoutée de ce papier réside donc dans le fait qu'en dehors de l'analyse de la contribution des changements structurels à l'évolution de la productivité du travail en Afrique globalement, l'article propose une analyse concernant chacun des blocs régionaux tout en identifiant les potentiels déterminants de la productivité du travail à travers un modèle VECM qui prend en compte le degré élevé d'hétérogénéité des économies Africaine.

Le reste du travail est organisé de la manière suivante. La section 2 présente les bases théoriques et empiriques de la relation entre les changements structurels et la productivité du travail, tandis que la troisième section propose le cadre méthodologique de l'analyse empirique. La quatrième section quant à elle présente les résultats et la conclusion.

1. État de la littérature sur les changements structurels et la productivité du travail

1.1. Productivité du travail et changements structurels : Aspects théoriques

Une des raisons évidentes de l'étude des changements structurels est qu'ils se situent au centre de la croissance économique moderne, et constituent un élément essentiel de la description du processus de croissance et de l'établissement d'une théorie exhaustive du développement (Syrquin, 1988). Généralement utilisé pour expliquer les transformations intervenant dans la composition de la production, de l'emploi, de la demande et du commerce ; transformations qui accompagnent le développement d'un pays (Doyle, 1997), les changements structurels surviennent constamment dans la composition des intrants totaux et de la production, sous

l'effet de la technologie et du désir d'obtenir un avantage compétitif plus grand, tant dans les pays en développement que dans les pays industrialisés. A cet effet, la majorité des économistes admet l'existence d'une forte relation entre la structure économique d'un pays et l'augmentation de sa productivité soulignant ainsi clairement la nécessité de changements structurels pour renforcer la croissance économique. Au nombre des principaux changements mis en exergue dans la littérature sur le développement figurent les suivants : les augmentations dans les taux d'accumulation (Lewis, 1954 ; Rostow, 1960) ; les modifications dans la composition sectorielle de l'activité économique (industrialisation), l'accent étant mis initialement sur l'affectation de l'emploi (Clark, 1940 ; Fisher, 1939) ; et par la suite la production et l'utilisation des facteurs en général (Chenery, 1960 ; Kuznets, 1966), les changements dans l'emplacement des activités économiques (urbanisation), et d'autres aspects des changements dans la structure économique, notamment la transition démographique et la répartition du revenu, entre autres (Syrquin, 1988).

Pour Kuznets (1971), « certains changements structurels des institutions économiques, mais aussi des institutions sociales et des croyances, sont nécessaires, car, sans eux, la croissance économique moderne serait impossible ». Chenery (1979) quant à lui, considère le développement économique « comme l'ensemble des changements interdépendants qui surviennent dans la structure d'une économie et nécessaires à la continuité de sa croissance » Cette interdépendance est également considérée comme un processus cumulatif : « La redistribution sectorielle de la production et de l'emploi est à la fois une condition nécessaire et un accessoire de l'accroissement de la productivité » (Abramovitz, 1983, p. 85).

1.2. Changement structurels et productivité du travail : Études empiriques

Les études empiriques sur la relation entre changements structurels et productivité du travail sont abordées selon deux axes distincts. Si plusieurs travaux empiriques aboutissent à une corrélation positive entre les deux variables, d'autres par contre infirment cette hypothèse et concluent à une contribution négative entre celles-ci.

Parlant des études mettant l'accent sur l'aspect positif de la réaffectation de la main-d'œuvre sur la croissance de la productivité totale du travail, Fabricant (1942) fût le premier à utiliser la méthode de décomposition pour mesurer les besoins en main-d'œuvre par unité de produit. Plus récemment, la BAD (2018) dans une étude portant sur la croissance de l'emploi et de la productivité au cours d'une période de changement structurel (2001–2008) en Égypte aboutit à la conclusion selon laquelle, les mouvements de main-d'œuvre des activités à faible productivité vers celles à forte productivité, appelé « effets de transfert », ont largement déterminé

l'évolution de la productivité du travail dans la plupart des activités. Toutefois, l'analyse révèle que, dans certaines activités économiques, notamment l'agriculture, le bâtiment, les télécommunications et les services communautaires/sociaux, les effets « internes », notamment l'injection de capitaux et le progrès technologique, expliquent, dans une grande mesure, la croissance de la productivité du travail dans ces secteurs.

Après cette étude de référence, Konté et Vincent (2017) dans une étude portant sur *Analyse de l'évolution de la productivité de la main d'œuvre au Sénégal (1990–2010)* parviennent à la conclusion d'une part que les effets intersectoriels ainsi que les effets de changement structurels ont été positifs mais que leurs parts varient selon la période considérée. D'autres parts, cette décomposition leur a permis de conclure que les secteurs des services publics (eau, gaz et électricité) et de l'agriculture sont les plus productifs s'ils ne tiennent pas compte des changements structurels. Mais ils trouvent par contre que c'est le secteur de l'agriculture qui a été le plus productif entre 1990–2000 qu'entre 2000–2010 s'ils ne tiennent pas compte de la réallocation de la main-d'œuvre. Gokhan (2016) décompose la croissance de la productivité du travail en améliorations de la productivité « au sein du secteur », en progrès de productivité « changement structurel statique » et en gains « changement structurel dynamique » et constate qu'il existe une différence significative du taux de croissance de la productivité du travail entre les pays à revenu intermédiaires et les pays dits gradués et que cette différence provient principalement des améliorations de la productivité intra-sectorielle. L'analyse sectorielle révèle que le secteur le plus important qui a élargi l'écart de croissance de la productivité intra-sectorielle entre les deux types de pays est le secteur manufacturier.

Toujours dans la même dynamique, McMillan et Harttgen (2014) pour leur part dans une étude comparative entre l'Afrique, l'Amérique Latine et l'Asie, sur un échantillon de 10 pays Africain à l'aide de la méthode de décomposition totale du travail, trouvent qu'une grande partie de la croissance récente et de la réduction de la pauvreté en Afrique peut être attribuée à une baisse substantielle de la part de la main-d'œuvre engagée dans l'agriculture. Les auteurs concluent que ce déclin s'est accompagné d'une augmentation systématique de la productivité de la main-d'œuvre, qui est passée de l'agriculture à faible productivité à l'industrie manufacturière et aux services à plus forte productivité.

Alam et al. (2008), dans une étude de la croissance de la productivité du travail dans 28 pays d'Europe de l'Est, dans l'ex-Union soviétique et en Turquie aboutissent à la conclusion que dans ces pays, la transition d'une économie dirigée vers une économie de marché nécessite une restructuration et une réaffectation des ressources pour rationaliser davantage leur utilisation. Ainsi, entre 1999 et 2005, ces pays ont enregistré d'importants gains de productivité, grâce à la réorientation de la main-d'œuvre et du capital vers les secteurs et les entreprises plus

productifs, à l'entrée de nouvelles entreprises et à la disparition de celles obsolètes et à la rationalisation de l'utilisation des ressources. McMillan et Rodrik (2011) pour leur part expliquent les écarts en matière de productivité du travail en soulignant que les transferts de main-d'œuvre des activités à faible productivité vers les activités à forte productivité constituent un moteur principal de la croissance et du développement.

Cependant, d'autres études aboutissent à une contribution négative des changements structurels à la croissance de la productivité du travail. Après l'étude de la productivité du travail de la Banque mondiale (2008) portant sur la Thaïlande, en 2010, l'institution effectue une décomposition structurelle de la croissance de la productivité du travail à partir des données portant sur la valeur ajoutée et l'emploi dans 27 secteurs de l'économie du Belarus sur la période 1996–2008. Les résultats issus des estimations de « l'effet de transfert de productivité », consécutive à l'orientation de la main-d'œuvre vers les secteurs à plus forte croissance de productivité et les secteurs à productivité supérieure par rapport à la « croissance de la productivité intra sectorielle », montrent que la croissance moyenne de la productivité du travail au Belarus a baissé entre 2005 et 2008 par rapport à la période 2001–2004. Le transfert de la main-d'œuvre d'un secteur à l'autre n'a pas contribué de manière significative à la croissance de la productivité. L'institution conclut que dans la plupart des pays en transition, la croissance générale de la productivité découle de deux facteurs à savoir : la faible contribution de « l'effet de transfert », alors que la croissance générale dépendait de manière disproportionnée des améliorations de la « productivité intra sectorielle » et des politiques en matière d'appui à la production et à l'emploi qui soutiennent les grandes entreprises publiques du Belarus.

Badiane et al. (2012) dans une étude portant sur « La transformation structurelle des économies Africaines : Modèles et performances » trouvent que le changement structurel a réduit la productivité des économies Africaines les décennies précédentes la période d'étude. Selon ces auteurs, la raison fondamentale de cette influence négative de la réallocation de la main-d'œuvre est le déplacement de celle-ci d'un secteur agricole peu performant vers un secteur des services surdimensionné et peu productif, conjugué à l'absence de stratégies d'industrialisation efficaces qui ont empêché les économies africaines de se diversifier dans des biens à plus forte productivité. Ighodaro et Adegboye (2020) à partir de la décomposition de la croissance de l'emploi à l'aide de la méthode de génération d'emplois et de croissance dans certains pays d'ASS montre que le modèle de changement structurel dans les pays d'ASS a conduit à la création d'un plus grand nombre d'emplois à faible productivité et vulnérables. L'augmentation de la part du secteur traditionnel des services dans l'économie a conduit un large segment de l'emploi vers des emplois informels à bas salaire.

2. Méthodologie de l'étude

Dans cette section, nous scindons l'analyse méthodologique en deux parties dont une première qui nous permet d'examiner la contribution de la productivité intra sectorielle du travail et de la réaffectation du travail à la productivité totale du travail en ASS et une seconde qui nous permet de mettre en exergue les déterminants de la productivité totale du travail en ASS.

2.1. Méthodologie relative à la contribution des changements structurels à la productivité totale du travail en ASS

Pour examiner empiriquement la contribution de la productivité intra sectorielle du travail et de la réaffectation du travail à la productivité totale du travail en ASS, nous optons pour le modèle utilisé par McMillan et Rodrik (2011), lequel décrit comment les migrations de main-d'œuvre du secteur à faible productivité (agriculture) vers les secteurs à forte productivité (industrie et les services) sont un moteur essentiel du développement économique. Sous sa forme générale, le modèle proposé par ces derniers se présente comme suit :

$$\Delta Y_t = \sum_{i=1}^n \theta_i^{t-1} \cdot \Delta y_i^t + \sum_{i=1}^n y_i^t \cdot \Delta \theta_i^t \quad (1)$$

En écrivant plus explicitement l'équation (1), nous obtenons l'équation (2) suivante :

$$\Delta Y_t = (Y_t - Y_{t-1}) = \sum_{i=1}^n \theta_i^{t-1} \cdot (y_i^t - y_i^{t-1}) + \sum_{i=1}^n y_i^t \cdot (\theta_i^t - \theta_i^{t-1}) \quad (2)$$

où Y_t et y_t renvoient respectivement à la productivité du travail à l'échelle de l'économie et du secteur ; θ_i la part de l'emploi dans le secteur i au moment t . Δ représente les changements des parts de productivité (Δy_t) ou de l'emploi ($\Delta \theta_t$) entre les périodes $t - k$ et t . La productivité sectorielle du travail a été calculée en divisant la valeur ajoutée (en %PIB) de chaque secteur par le niveau de l'emploi sectoriel (en % emploi total) correspondant, tandis que la productivité totale du travail de l'économie est calculée par le rapport de la production annuelle (en dollar courant) sur la population active de l'économie la même année.

$\sum_{i=1}^n \theta_i^{t-1} \cdot (y_i^t - y_i^{t-1})$: la première composante de la productivité du travail est la somme de la croissance de la productivité dans chaque secteur, pondérée par la part de chaque secteur dans l'emploi au début de la période considérée. C'est la composante « effet direct de la productivité de chaque secteur » à la croissance de la productivité du travail.

$\sum_{i=1}^n y_i^t \cdot (\theta_i^t - \theta_i^{t-1})$: La deuxième partie de la formule, en revanche, rend compte de l'impact des mouvements de main-d'œuvre entre les secteurs tout au long de la période. Il s'agit de la composante « changement structurel, ou réallocation » de la croissance de la productivité du travail.

Pour une simple illustration, considérons la période 1995–2019 où nous voulons étudier la variation de la productivité du travail entre l'année 1995 et l'année 2019. Soient P_{1995} et P_{2019} les productivités du travail respectives pour les années 1995 et 2019. Pour simplifier, nous nous sommes limités à une économie avec les trois secteurs suivants : agriculture, manufacture et les services. La variation de la productivité du travail entre ces deux années peut-être décomposée de la manière suivante :

$$\begin{aligned}
 P_{2019} - P_{1995} = & \delta_{agri, 1995} \cdot (P_{agri, 2019} - P_{agri, 1995}) + \delta_{man, 1995} \cdot (P_{man, 2019} - P_{man, 1995}) + \\
 & \delta_{ser, 1995} \cdot (P_{ser, 2019} - P_{ser, 1995}) + P_{agri, 2019} \cdot (\delta_{agri, 2019} - \delta_{agri, 1995}) + \\
 & P_{man, 2019} \cdot (\delta_{man, 2019} - \delta_{man, 1995}) + P_{ser, 2019} \cdot (\delta_{ser, 2019} - \delta_{ser, 1995})
 \end{aligned} \quad (3)$$

Cette décomposition nous permet donc de mesurer la variation de la productivité totale du travail selon chaque région d'ASS et selon la période considérée.

2.2. Méthodologie relative à l'analyse des déterminants de la productivité totale du travail en ASS

2.2.1. Modèle de l'étude

Une vaste littérature a été consacrée aux sources de la croissance de la productivité du travail, dont nous pouvons citer les études empiriques de Loko et Diouf pour le rapport 2009 du FMI, et celle de Konté et Vincent (2017). En effet, Loko et Diouf (2009) utilisent l'estimateur de panel dynamique GMM (*Generalized Method of Moments*) (Blundell & Bond, 1998) pour analyser les déterminants de la productivité globale du travail sur un panel de 62 pays. Mais le problème relatif à ce modèle est qu'il souffre de problème de biais d'endogénéité de variables omises et ne tient pas compte des biais de causalité inverse des variables explicatives. Konté et Vincent (2017) utilisent par contre la méthode classique de régression des moindres carrés ordinaires (MCO ou OLS) pour évaluer les effets de différentes variables catégorielles sur la productivité de travail des entreprises au Sénégal. Toutefois, le problème posé par les équations utilisées est que toutes les variables explicatives étant contemporaines de la variable endogène, il est possible que des effets de causalité inverses soient présents.

Mais dans le cadre de notre étude portant sur l'identification des déterminants de la productivité globale du travail en ASS, nous estimons un Vector Autoregressive model (VAR) en panel pour tenir compte des problèmes soulevés par les deux méthodes ci-dessus. En effet, l'utilisation de cette approche se justifie par le fait que les économies d'ASS étant sujettes à un degré élevé d'hétérogénéité, Love et Zicchino (2006) montrent que l'approche panel VAR combine les hétérogénéités individuelles non observées entre les pays alors que l'approche VAR traditionnelle considère toutes les variables du système comme endogènes. De fait, la spécification générale du modèle VAR utilisé dans le cadre de notre étude s'inspire largement du modèle développé par Hristov et al. (2011) et Ravn et al. (2012) et s'écrit comme suit :

$$Z_{it} = \alpha_i + \beta_1 Z_{i,t-1} + \beta_2 Z_{i,t-2} + \beta_3 Z_{i,t-3} + \beta_4 Z_{i,t-4} + \dots + \beta_p Z_{i,t-p} + \varepsilon_{it} \quad (4)$$

Sous sa forme matricielle, l'équation 4 peut s'écrire de la manière suivante :

$$Z_{it} = \alpha_i + \sum_{j=1}^p \beta_j Z_{i,t-j} + \varepsilon_{it} \quad (5)$$

Avec α_i la matrice des termes constants expliquant l'hétérogénéité potentielle entre les unités :

$$Z_{it} = \begin{bmatrix} PRO_TRA_{it} \\ TIC_{it} \\ TBS_SEC_{it} \\ IDE_{it} \\ STAB_POLI_{it} \\ INF_{it} \\ CON_CORR_{it} \end{bmatrix} \quad \text{et} \quad \varepsilon_{it} = \begin{bmatrix} \varepsilon_{i,t}^{PRO_TRA} \\ \varepsilon_{i,t}^{TIC} \\ \varepsilon_{i,t}^{TBS_SEC} \\ \varepsilon_{i,t}^{IDE} \\ \varepsilon_{i,t}^{STAB_POLI} \\ \varepsilon_{i,t}^{INF} \\ \varepsilon_{i,t}^{CON_CORR} \end{bmatrix}$$

Z_{it} est la matrice comprenant les variables endogènes pour le pays i à la période t . Elle inclut la productivité totale du travail (PRO_TRA) ; les technologies de l'information et de la communication (TIC) ; le taux brut de scolarisation secondaire (TBS_SEC) ; les investissements directs étrangers (IDE) ; la stabilité politique ($STAB_POLI$) ; le taux d'inflation (INF) et l'indice de contrôle de corruption (CON_CORR).

ε_{it} est la matrice des chocs ou innovations à la période t pour le pays i et

β , la matrice des coefficients VAR en panel et p le nombre optimal de retards. En d'autres termes, β est la matrice des coefficients associés à la matrice des variables

endogènes retardées d'ordre n . $\beta_{1,j}^{PRO_TRA}$ est le coefficient β_1 de la productivité totale du travail (PRO_TRA) d'ordre j pour tous les pays. De même, les autres coefficients peuvent être lus de la même manière. Cependant, il est important de noter que le modèle VAR n'est valable que sur des variables stationnaires :

$$\beta_j = \begin{pmatrix} \beta_{1,j}^{PRO_TRA} & \beta_{1,j}^{TIC} & \beta_{1,j}^{TBS_SEC} & \beta_{1,j}^{IDE} & \beta_{1,j}^{STAB_POLI} & \beta_{1,j}^{INF} & \beta_{1,j}^{CON_CORR} \\ \beta_{2,j}^{PRO_TRA} & \beta_{2,j}^{TIC} & \beta_{2,j}^{TBS_SEC} & \beta_{2,j}^{IDE} & \beta_{2,j}^{STAB_POLI} & \beta_{2,j}^{INF} & \beta_{2,j}^{CON_CORR} \\ \beta_{3,j}^{PRO_TRA} & \beta_{3,j}^{TIC} & \beta_{3,j}^{TBS_SEC} & \beta_{3,j}^{IDE} & \beta_{3,j}^{STAB_POLI} & \beta_{3,j}^{INF} & \beta_{3,j}^{CON_CORR} \\ \beta_{4,j}^{PRO_TRA} & \beta_{4,j}^{TIC} & \beta_{4,j}^{TBS_SEC} & \beta_{4,j}^{IDE} & \beta_{4,j}^{STAB_POLI} & \beta_{4,j}^{INF} & \beta_{4,j}^{CON_CORR} \\ \beta_{5,j}^{PRO_TRA} & \beta_{5,j}^{TIC} & \beta_{5,j}^{TBS_SEC} & \beta_{5,j}^{IDE} & \beta_{5,j}^{STAB_POLI} & \beta_{5,j}^{INF} & \beta_{5,j}^{CON_CORR} \\ \beta_{6,j}^{PRO_TRA} & \beta_{6,j}^{TIC} & \beta_{6,j}^{TBS_SEC} & \beta_{6,j}^{IDE} & \beta_{6,j}^{STAB_POLI} & \beta_{6,j}^{INF} & \beta_{6,j}^{CON_CORR} \\ \beta_{7,j}^{PRO_TRA} & \beta_{7,j}^{TIC} & \beta_{7,j}^{TBS_SEC} & \beta_{7,j}^{IDE} & \beta_{7,j}^{STAB_POLI} & \beta_{7,j}^{INF} & \beta_{7,j}^{CON_CORR} \end{pmatrix}$$

Lorsque certaines variables sont non stationnaires en niveau et qu'il existe au moins une relation de cointégration entre elles, l'analyse se fera sur un modèle vectoriel à correction d'erreur pour données de panel comme c'est le cas dans notre étude. A l'inverse, en l'absence de cointégration entre les variables, la modélisation VAR se fait sur des variables stationnaires.

2.2.2. Présentation et justification des variables utilisées dans le modèle

- **Le capital humain :**

Les études sur l'analyse des déterminants de la productivité du travail montrent que le capital humain constitue l'un des principales sources de croissance économique dans les pays en développement, contribuant ainsi à porter une attention particulière à l'éducation Hanushek (2013). Sur le lien entre ce dernier et la productivité, Belorgey et al. (2004) montrent que le taux d'inscription au niveau tertiaire est un déterminant significatif de la productivité du travail. De plus, Olayemi (2012) montre que les dépenses publiques en éducation ont un effet positif et très significatif sur le niveau et la croissance de la productivité du travail dans les pays en développement. Nous incluons ainsi cette variable à travers le taux brute de scolarisation secondaire pour capter la réponse de la productivité du travail suite à un choc sur cette dernière.

- **La qualité institutionnelle :**

Outre le capital humain, d'autres études empiriques mettent en exergue le rôle important joué par les institutions dans le processus de croissance de la productivité du travail. Parmi celles-ci, les travaux de Acemoglu et al. (2004) édifient sur l'effet

des institutions sur la croissance et le développement. La principale conclusion de ces auteurs est que les différences dans les institutions économiques sont les causes fondamentales des différences de niveau de développement des pays. Ce rapport de cause à effet s'explique par le fait que les niveaux de productivité du travail ou du capital résultent des structures économiques et de l'allocation des ressources. Les travaux de Hall and Jones (1999) suggèrent également que les disparités dans la productivité et l'accumulation du capital peuvent s'expliquer par les différences dans les institutions et les politiques gouvernementales. Cette variable est mesurée dans le cadre de notre étude par la stabilité politique et le contrôle de la corruption.

- **Les technologies de l'information et de la communication (TIC) :**

Les technologies de l'information et de la communication (TIC) sont le moteur des innovations qui sont à la base d'importants gains de productivité et nombreuses sont les études essayant d'évaluer leur impact. Cette et al. (2015), étudiant la contribution des TIC à la productivité du travail aux États-Unis, au Canada et en Grande Bretagne, concluent que la diffusion des TIC a stagné depuis les années 2000 ; cette stagnation se fait à différents niveaux, étant plus remarquable aux USA que partout ailleurs. En outre, la contribution des TIC à la productivité du travail s'est accrue significativement sur la période allant de 1974 à 2004 mais s'est décrie remarquablement après. Contrairement à ces résultats, Biagi (2013) indique que les TIC expliquent le différentiel de productivité existant entre les USA et l'Union Européenne sur la période 1996–2006. Les résultats de Belorgey et al. (2004) suggèrent également un effet très significatif des dépenses en TIC sur l'évolution de la productivité par tête.

2.2.3. Tests préliminaires

Appelés également tests de diagnostic, les tests préliminaires sont effectués avant l'estimation du VAR dans le but de décider s'il s'agit d'un VAR structurel ou d'un VECM. Parmi ceux-ci, les tests suivants sont utilisés :

- Test de stationnarité sur données de panel de Im et al. (2003) (IPS).
- Test de cointégration de Pedroni (1999).
- La détermination du nombre de retard selon les critères d'information de Akaike (AIC) et Schwarz (SIC).
- Test de causalité de Dumitrescu et Hurlin (2012) sur données de panel. Ledit test permet de déterminer l'exogénéité ou l'endogénéité des variables à utilité pour le VAR sur données de panel et de savoir comment les variables interagissent.
- Tests de validation du modèle VAR que sont : le test de stabilité du modèle et celui d'autocorrélation des erreurs.

2.3. Données

Les données utilisées dans cette étude à savoir : la production (PIB en dollar courant), la population active, les valeurs ajoutées (en % PIB) par branche d'activité en dollar courant, proviennent de la base de données de la banque mondiale (indicateurs de développement dans le monde, 2021) tandis que les données sur la part de l'emploi dans chaque secteur sont issues de l'organisation internationale du travail (World Bank, 2021). L'ensemble des données et leurs sources sont présentées dans le tableau A5 en annexe. Elles sont collectées pour un ensemble de 40 pays d'Afrique subsaharienne. La productivité du travail a été calculée en divisant la valeur ajoutée (en % PIB) de chaque secteur par le niveau d'emploi sectoriel (en % du total de l'emploi) correspondant.

Si $Q = \sum_{i=1}^m Q_i$ la production totale est la somme de la valeur ajoutée des secteurs d'activité, $L = \sum_{i=1}^m L_i$ la population totale active ou le total de l'emploi avec L_i la part de l'emploi du secteur i dans l'emploi total, et Y , la productivité totale du travail de l'économie, alors on a : $Y = \frac{Q}{L} = \frac{\sum_{i=1}^m Q_i}{L}$; la productivité du secteur i est donnée par : $Y_i = \frac{Q_i}{L_i}$ tandis que $\theta_i = \frac{L_i}{L}$ représente la part de l'emploi du secteur i .

3. Résultats et discussions

3.1. Résultats de la décomposition de la productivité du travail en ASS

Pour une analyse suffisamment détaillée nous proposons de considérer plusieurs sous périodes à savoir : deux périodes de 10 ans chacune : 1995–2004 et 2005–2014, et finalement une période de cinq ans de 2015–2019 pour des analyses en termes de décennies et de quinquennat.

3.1.1. Répartition de la productivité du travail en Afrique subsaharienne

Les résultats de la répartition de la productivité totale du travail consignés dans le tableau 1 (en annexe) montrent globalement qu'en ASS, les changements structurels ont contribué positivement pour 10,33% à la croissance de la productivité totale du travail tandis que la productivité intra sectorielle à quant à elle contribué négativement pour 16,29% à la croissance de cette dernière qui se situe à 10871,35 (dollar courant) la décennie allant de 1995 à 2004. L'analyse selon les différents

secteurs d'activité révèle une contribution négative du secteur agricole à la croissance de la productivité totale du travail en ASS sur la période 1995 à 2004, car ayant une contribution de $-17,09\%$ pour la productivité intra sectorielle et $-4,22\%$ pour celle intersectorielle. Ces mêmes statistiques se situent respectivement à $+6,37\%$ et $-1,26\%$ s'agissant du secteur manufacturier pour les deux composantes, tandis que le secteur des services s'en sort avec une contribution négative de $5,57\%$ pour la première composante et $+15,81\%$ pour la seconde. L'on pourrait conclure que sur cette décennie, les mouvements de main-d'œuvre se sont plus dirigés vers le secteur des services que les autres secteurs d'activité.

Quant à la décennie allant de 2005 à 2014, elle reste marquée par une forte montée de la productivité totale soit un taux de croissance de $89,75\%$ de cette dernière, quittant ainsi $10871,35$ entre 1995 et 2004 pour s'établir à $20626,45$ entre 2005 et 2014. Cette montée spectaculaire de la productivité totale du travail en ASS reste largement tributaire du secteur des services qui enregistre cette période une baisse de $24,48\%$ pour la productivité intra sectorielle contre une contribution de $28,44\%$ pour l'effet du changement structurel, des résultats qui s'apparentent à ceux trouvés par McMillan et Harttgen (2014) pour le cas de l'Amérique Latine et l'Asie. Outre le secteur des services, les résultats montrent également que cette période est aussi marquée par une réaffectation de la main-d'œuvre vers le secteur manufacturier qui enregistre $5,62\%$ pour l'effet changement structurel tandis que la productivité intra sectorielle reste négative ($-1,33\%$). Mais il est à préciser que le secteur agricole pendant cette décennie a non seulement ralenti la croissance de la productivité totale du travail, mais l'emploi reste fortement concentré dans ce secteur pendant cette décennie ($-10,15\%$ pour la composante inter). Globalement pour la décennie (2005–2014), les mouvements de déplacement de main-d'œuvre de secteur à faible productivité vers les secteurs à fortes productivité ont contribué positivement pour $23,90\%$ à la croissance de la productivité totale du travail en ASS, tandis que l'apport de la productivité intra sectorielle reste négatif, soit $-27,71\%$.

Si la décennie 2005–2014 reste caractérisée par un fort taux de croissance de la productivité totale du travail, la période 2015–2019 enregistre une légère baisse de $-11,90\%$ de celle-ci. En effet, la productivité totale du travail quitte $20628,45$ (2005–2014) pour s'établir à $18172,2$ entre 2015 et 2019. Cette baisse de la productivité totale du travail, pourrait s'expliquer par la baisse de la contribution de la productivité du travail du secteur des services ($-10,89\%$), conjugué à l'effet négatif de la réaffectation de la main-d'œuvre dans le secteur agricole ($-3,69\%$) et le secteur manufacturier ($-2,27\%$). Ces statistiques témoignent du fait que seul le secteur des services continue d'enregistrer des déplacements d'emploi ($11,27\%$ pour la composante inter). Par contre, le changement structurel ne s'opère pas dans l'agriculture, ni la manufacture. En somme, nous pouvons dire qu'en ASS, la productivité inter sectorielle du travail (changement structurel) a contribué à la

croissance de la productivité totale de l'emploi pour 39,54% corroborant ainsi les conclusions des travaux de McMillan et Rodrik (2011) tandis que la productivité des différents secteurs a contribué négativement à l'évolution de celle-ci (-48,22%).

3.1.2. Répartition de la productivité du travail dans les régions d'ASS

L'observation des résultats (tableau 1 annexe) de la décomposition de la productivité du travail dans les différentes régions d'Afrique fait ressortir plusieurs faits majeurs.

Ainsi, l'analyse des résultats permet de constater que pour une productivité totale du travail de 14530,94 (dollar courant) en Afrique occidentale, les changements structurels ont contribué favorablement pour 7,79% à la croissance de celle-ci tandis que la productivité intra sectorielle du travail a quant à elle contribué négativement pour -13,33% à cette dernière sur la période d'étude. L'analyse sous l'angle des différents secteurs d'activité permet de constater que les deux composantes de la productivité du travail ont contribué négativement à la croissance de la productivité du travail dans la région (-0,52% pour la partie intra et -9,13% pour la partie inter), tandis que les secteurs manufacturier et des services s'en sortent avec une contribution positive des changements structurels qui s'établissent respectivement à 2,09% et 15% pour les deux secteurs. Il importe toutefois de noter que la productivité totale du travail a presque doublé entre la décennie 1995-2004 et la décennie 2005-2014, car quittant 2328,67 pour 6774,50, soit un taux de croissance de 190,91%, chose dû aux contributions positives des changements structurels qui se situent respectivement à 1,81% pour le secteur manufacturier et 7,09% pour le secteur des services pendant la décennie 2005-2014.

Si les résultats de la décomposition montrent que la région d'Afrique orientale est celle qui a enregistré le faible niveau de productivité du travail (4823,06 dollars courant) de toutes les régions d'ASS sur la période d'étude, les statistiques témoignent par contre que c'est la région ayant enregistré le taux le plus élevé de contribution des changements structurels à la croissance de la productivité du travail soit un pourcentage de 13,03 contre un apport de -15,84% pour la productivité intra sectorielle sur la période d'étude. Ce taux élevé des changements structurels dans la région pourrait s'expliquer par le déplacement massif de la main d'œuvre vers le secteur des services (10,08%) la décennie 2005-2014, provoquant ainsi un boom de la productivité totale du travail qui a migré de 677,48 entre 1995-2004 pour s'établir à 1901,18 entre 2005 et 2014, soit un taux de croissance de 180,62% entre les deux décennies. L'analyse sectorielle révèle une contribution négative pour le secteur agricole (-10,20% effet intra sectoriel et -3,38% effet intersectoriel) tandis qu'au niveau du secteur manufacturier, l'effet intra sectoriel est positif avec 7,15% contre un effet négatif pour le changement structurel qui est de -0,68%. Par ailleurs, le secteur des services enregistre d'énormes réallocations de la main-d'œuvre avec

une contribution de 17,10% à la productivité totale du travail, contre -12,78% pour la contribution de la productivité du secteur.

L'Afrique centrale, est la région d'ASS ayant enregistrée encore de taux élevé de déplacement de main d'œuvre après l'Afrique orientale avec une contribution positive des changements structurels de l'ordre de 11,74% sur la période d'étude, tandis que la contribution de la productivité intra sectorielle est négative (-13,69%). Après l'Afrique Occidentale et Orientale où la réallocation de la main-d'œuvre a joué un rôle primordiale dans l'accroissement de la productivité totale du travail, les statistiques obtenues pour la région d'Afrique Centrale s'apparentent à ceux obtenu précédemment avec une différence particulière pour la contribution sectorielle. En effet, l'Afrique centrale est la seule région d'ASS où l'on note une contribution positive du secteur manufacturier à la croissance de la productivité totale du travail, car ayant enregistré 4,24% pour les changements structurels et 1,96% pour la productivité intra sectorielle. Ainsi, pour une productivité totale du travail de 6940,766 (dollar courant), les statistiques témoignent toujours d'une contribution négative du secteur agricole à la croissance de celle-ci tandis que le secteur des services contribue positivement pour 10,86% par le biais des changements structurels à cette dernière.

L'analyse des résultats relatifs à l'Afrique australe permet de constater qu'elle est la région d'ASS ayant enregistrée le niveau le plus élevé de productivité totale du travail (23377,22 dollars courant), mais qu'elle est cependant la région où les changements structurels ont contribué faiblement pour 6,96% à la croissance de la productivité totale du travail par rapport aux autres régions d'ASS. L'analyse selon les différents secteurs d'activités révèle que le secteur manufacturier a contribué positivement (3,72%) par le canal de la composante intra sectorielle à la croissance de la productivité totale du travail, alors que le secteur des services a contribué de façon positive (12,54%) aussi par les changements structurels. Le secteur agricole a pour sa part contribué négativement que se soit par la composante intra sectorielle (-1,32%) comme celle inter sectorielle (-2,01%) à la variation de la productivité totale du travail dans la région.

En somme, les changements structurels ont joué un rôle important dans les quatre régions d'ASS, car ils ont contribué positivement à l'augmentation de la productivité totale du travail. Cette forte contribution des changements structurels, reste largement tributaire des réaffectations de la main-d'œuvre du secteur agricole vers les secteurs à forte productivité, notamment le secteur des services avec des disparités entre les différentes régions d'ASS. En effet, les changements structurels s'opèrent plus en Afrique Orientale que les autres régions avec un pourcentage de réallocation de la main-d'œuvre estimé à 13,03 ; vient ensuite la région centrale avec 11,74, tandis que les régions occidentale et australe ferment la marche avec des pourcentages respectifs de 7,79 et 6,96. Quant à la productivité intra sectorielle du travail, toutes les quatre régions d'ASS ont connu des effets négatifs pour cette composante.

Ces résultats, bien qu'intéressant s'apparentent aux conclusions de McMillan et Rodrik (2011) pour le cas de l'Asie où la contribution du changement structurel est positive, tandis qu'elle l'est négative pour l'Amérique latine et l'Afrique. L'on pourrait conclure que la main-d'œuvre s'est déplacée des activités à forte productivité vers celles à faible productivité, réduisant ainsi la croissance de la productivité totale du travail en ASS. Konté et Vincent (2017) pour le cas du Sénégal aboutissent à des résultats similaires de même que l'étude de la Banque Africaine de Développement (2018) sur l'Egypte qui révèle que les changements structurels sont liés à la croissance de la productivité, mais que la principale source de productivité du travail a été l'effet de « transfert » de main-d'œuvre des secteurs à faible productivité vers ceux à forte productivité.

3.2. Résultats des déterminants de la productivité du travail en ASS

3.2.1. Résultats des tests de validation du modèle

Les résultats liés aux tests pré-estimation que sont la stationnarité, l'étude de la cointégration entre les variables, le nombre de retard et le test de causalité présentés respectivement dans les tableaux A2, A3 et A4 (en annexe) révèlent des variables stationnaires en niveau et d'autres en différence première, tandis que le nombre de retard maximum détecté par les critères de Akaike information criterion (AIC) et Schwarz information criterion (SIC) est de un (1) décalage. Quant au test de cointégration de Pedroni (1999), il ressort qu'il existe une relation de long terme entre les variables du modèle, suggérant ainsi l'estimation d'un Vector Error Correction Estimates (VECM) alors que le test de causalité de Dumitrescu et Hurlin (2012) sur données de panel montre que la productivité du travail en Afrique subsaharienne est expliquée par le taux brut de scolarisation secondaire (TBS_SEC) ; les technologies de l'information et de la communication (TIC) et les investissements directs étrangers (IDE) tandis qu'une prédiction du niveau de l'inflation (INF), de la stabilité politique (STAB_POLI) et du contrôle de corruption (CON_CORR) nécessite une connaissance préalable des valeurs de la productivité du travail. En conséquence, l'ordre des variables retenu pour l'estimation du VECM (1) se présente comme suit : **TBS_SEC – TIC – IDE – PRO_TRA – INF – STAB_POLI – CON_CORR.**

Quant aux tests de validation du modèle, les résultats du test d'autocorrélation des erreurs (tableau A5 en annexe) indiquent la présence d'autocorrélation, suggérant ainsi l'estimation d'un VECM structurel et donc la décomposition de Cholesky pour corriger l'autocorrélation tandis que le test de stabilité montre que le modèle est globalement stable et admissible pour les opérations de décomposition de la variance et les fonctions de « réponse impulsionnelle ».

3.2.2. Fonctions de réponses impulsionnelles de la décomposition de Cholesky

La figure 1 présente pour les pays d'ASS, les réponses de la productivité totale du travail après un choc des variables macroéconomiques du modèle. Ainsi, l'analyse de la figure fait ressortir plusieurs faits majeurs.

D'abord un choc des innovations du taux brut de scolarisation secondaire (TBS_SEC) qui se traduit par un accroissement instantané de la productivité totale du travail en ASS dès les premières années. Ainsi donc, les chocs sur le taux brut de scolarisation au niveau de l'enseignement secondaire sont supposés avoir d'effets positifs instantané sur la productivité total du travail en ASS, se rapprochant ainsi donc des résultats de Hanushek (2013) pour qui, le capital humain est l'un des principales sources de croissance économique dans les pays en développement. Ceci dénote qu'en ASS, la grande partie des travailleurs (du secteur public comme du secteur privé) atteint le niveau d'enseignement secondaire, et donc, toute perturbation de cet ordre d'enseignement se répercute instantanément sur la productivité du travail. Une cause plausible de ce résultat pourrait résider dans le nombre d'années de scolarisation, d'apprentissage, des soins sanitaires et des informations détenues sur le système économique qui affectent les agents économiques en les dotant de compétences et d'habiletés cognitives leur permettant de contribuer à la croissance de la productivité du travail (Becker, 1962).

Quant à l'impact des innovations des technologies de l'information et de la communication (TIC) sur la productivité du travail, il ressort qu'un choc sur les innovations technologiques se répercute positivement dès la première année sur la productivité totale du travail en ASS et se poursuit jusqu'à la sixième année où elle atteint son pic. Ce résultat de l'augmentation progressive de la productivité totale du travail sur cette période suite au choc sur les technologies de l'information et de la communication pourrait s'expliquer dans un premier temps par l'appropriation des TIC par les travailleurs, et dans une seconde période par la mise en pratique de ces avantages (progrès technique) dans les différents secteurs d'activité, lequel est considéré comme seul élément capable d'augmenter sans cesse la productivité des facteurs travail et capital (Solow, 1956). Ces résultats témoignent de l'impact positif des TIC sur la croissance de la productivité du travail en ASS, corroborant ainsi les conclusions de Lovrić (2012) dans le cas de 25 pays européens entre 2001 et 2010. Au-delà de la sixième année, on note une stagnation de la productivité du travail suite à un choc sur les TIC qui pourrait se traduire par le caractère destructeur des emplois suite à l'introduction des TIC dans les différents secteurs d'activité en ASS.

Cette destruction se manifeste notamment par la réduction du nombre de travailleurs au profit des nouvelles technologies, se rapprochant ainsi des conclusions des travaux de Cette et al. (2015), qui ont observé une stagnation de la contribution des TIC à la productivité du travail aux États-Unis, au Canada et en Grande Bretagne depuis les années 2000.

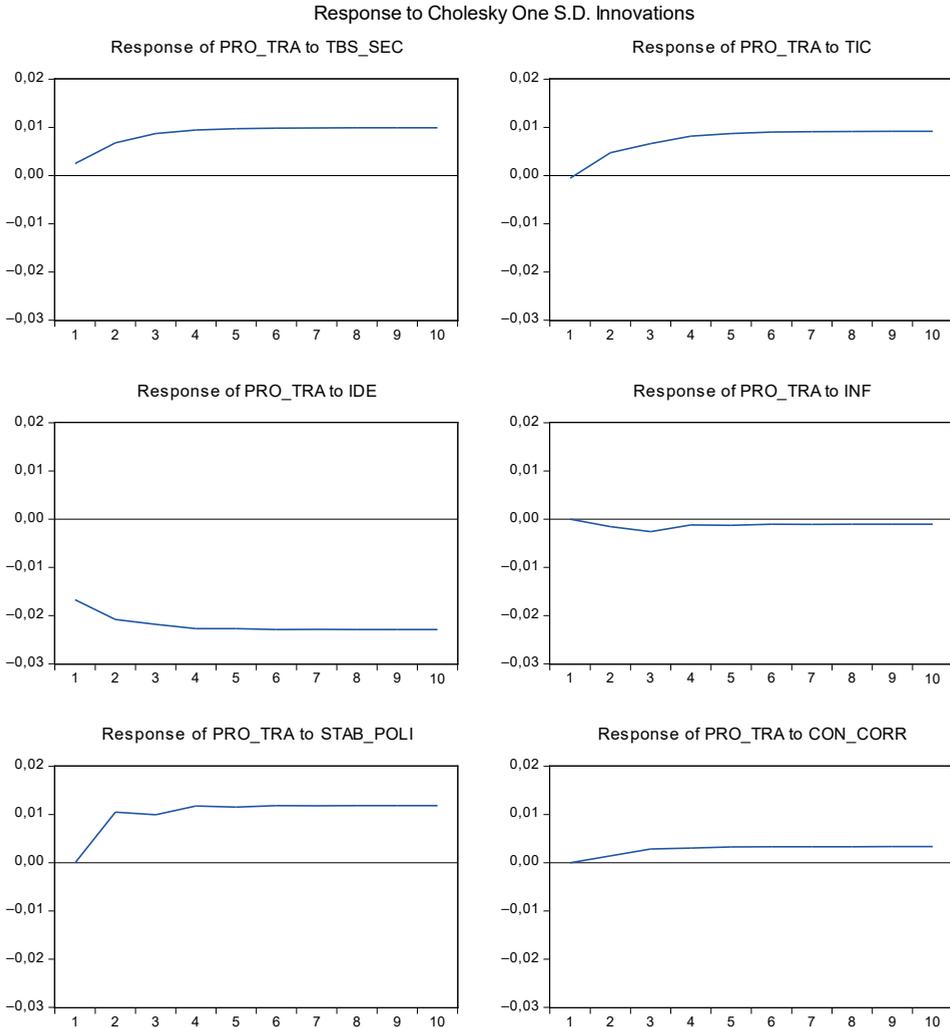


Figure 1. Réponses impulsionnelle de la productivité totale du travail après un choc sur les variables macroéconomique et institutionnelle

Source : auteurs, à partir d' Eviews 9.0.

Outre les TIC et le taux brut de scolarisation secondaire (TBS_SEC), les résultats témoignent également d'une réponse positive et instantanée de la productivité totale du travail suite à un choc de la stabilité politique ou de l'indice de contrôle de corruption en ASS. Ainsi, une amélioration de la stabilité politique et un renforcement du contrôle de corruption se matérialisent par une amplification de la croissance de la productivité totale du travail en ASS, témoignant ainsi donc du rôle prépondérant joué par les variables institutionnelles dans la croissance de la productivité du travail en ASS.

En effet, les institutions efficaces améliorent l'environnement des entreprises et, par conséquent, stimulent l'investissement et la productivité du travail (Acemoglu et al., 2004). L'effet stagnation de la productivité observé suite aux chocs externe pour ces deux variables à partir d'une certaines années pourrait se traduire par les mauvaises orientations dans les politiques commerciales, fiscales, industrielles, les politiques sur la concurrence, sur la privatisation, la propriété intellectuelle, la réglementation et la propriété étrangère, toutes choses pouvant nuire ou constituer des obstacles à la création de l'emploi, essentiel à la productivité du travail (Konté & Vincent, 2017).

Si les résultats révèlent qu'une augmentation du taux brut de scolarisation secondaire (TBS_SEC), des TIC, de la stabilité politique (STAB_POLI) et du contrôle de la corruption (CON_CORR) contribue favorablement à l'accroissement de la productivité totale du travail en ASS, il faut constater que tout choc sur les investissements directs étrangers (IDE) atténue la productivité totale du travail. Cette réponse négative de la productivité du travail suite au choc sur les IDE pourrait se traduire par le fait que les IDE (entrants) ne sont pas souvent accompagnés de transferts de technologies, d'apprentissage ainsi que la transmission des connaissances et de compétences incorporées dans les IDE aux travailleurs locaux par les firmes internationales. Ceci dénote du fait que les firmes internationales débarquent souvent avec la main d'œuvre occupant les hautes fonctions et mieux rémunérées tandis que celle locale est seulement utilisée pour les tâches peu qualifiées et moins rémunérées. Ce mode de fonctionnement des IDE empêche donc toute spécialisation dans un domaine par la main d'œuvre locale pour être à un meilleur niveau de compétitivité. Ce niveau de spécialisation entraînant à son tour une croissance de la productivité du travail dans le domaine spécialisé, comme le soulignent Decker et al. (2009) qui montrent que sur la période allant de 1985 à 1995, la spécialisation industrielle a été source de la croissance de la productivité du travail aux USA. Une autre cause plausible de cette réponse négative de la productivité du travail pourrait se traduire par la forte présence des firmes étrangères sur le territoire local, comme le montrent Waldkirch et Oforu (2010) pour le cas Ghanéen.

En somme, les fonctions de réponse impulsionnelle témoignent d'une réponse positive et instantanée de la productivité totale du travail en ASS suite à un choc sur le taux brut de scolarisation secondaire, les technologies de l'information et de la communication, de la stabilité politique et du contrôle de corruption en ASS, tandis que la réponse de cette dernière reste négative pour les investissements directs étrangers et l'inflation. Nous pouvons donc conclure que la productivité totale du travail en ASS est fonction du capital humain, représenté dans le cas de notre étude par le taux brut de scolarisation secondaire (TBS_SEC), des technologies de l'information et de la communication (TIC), de la stabilité politique (STAB_POLI) et du contrôle de la corruption (CON_CORR).

Conclusion et recommandations

La croissance économique a été généralement améliorée ces dernières décennies en ASS, et ce grâce au processus de transformation structurelle introduite par ci et là dans les différentes régions d'ASS et plusieurs empiriques ont montrées que le passage de pays à bas revenu à pays à revenu intermédiaire passe par une réallocation de la main-d'œuvre des secteurs à faibles productivités vers ceux à fortes productivités et à rendement croissant. C'est dans ce contexte que la présente étude s'est attelée à estimer l'effet de la productivité sectorielle du travail et du changement structurel sur la productivité totale des économies d'ASS et d'en analyser ces déterminants. A l'aide donc de la méthode de décomposition totale du travail et un modèle VECM en panel sur un échantillon de 40 pays d'ASS, nous parvenons aux résultats que dans les quatre régions d'ASS, la réaffectation de la main-d'œuvre des secteurs à faible rendement vers ceux fortes rendement ont contribués favorablement à la croissance de la productivité totale du travail des économies d'ASS, tandis que la productivité sectorielle à contribué faiblement à la croissance de celle-ci. En outre, les résultats montrent que dans les régions d'ASS, le transfert de la main-d'œuvre des secteurs à faible productivité vers ceux à fortes productivité est plus élevé dans le secteur des services, que dans le secteur manufacturier. Enfin, les résultats d'estimation montrent également que le capital humain à travers le taux brut de scolarisation secondaire, les TIC, la stabilité politique et le contrôle de corruption sont des facteurs amplificateurs de la productivité totale du travail en ASS. A la lecture de ces résultats, et partant du fait que les changements structurels s'étant plus opéré vers le secteur des services à faibles productivité mais aussi du secteur manufacturier, nous suggérons que de nouvelles politiques d'investissements publics soient mises en œuvre par les dirigeants des pays d'ASS en vue de réorienter la main-d'œuvre vers le secteur manufacturier et surtout vers le secteur des services à forte productivité pour capter l'excédent de main-d'œuvre venant de l'agriculture. Outre les domaines prioritaires classiques tels que l'amélioration des politiques macroéconomiques et les investissements dans les infrastructures, il est nécessaire de canaliser les recettes issues des exportations de produits de base pour adopter des politiques en matière de technologie et d'innovation pour soutenir la croissance des entreprises.

Annexes

Test de stabilité du modèle

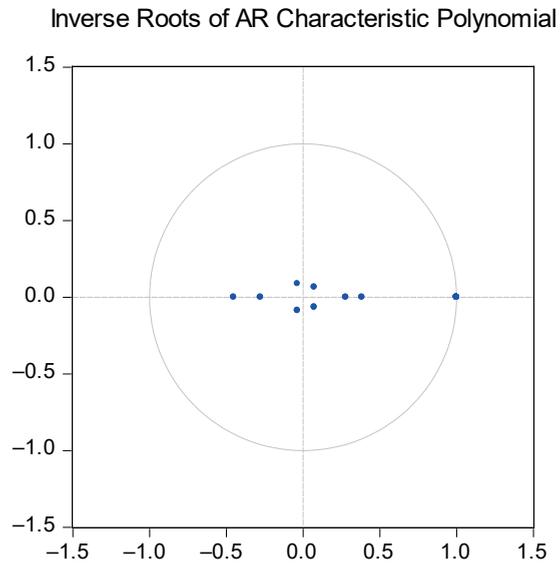


Tableau A1. Décomposition de la productivité du travail en ses composants inters et intra sectoriel par région et pour l'ASS

Régions d'ASS	Périodes	Agriculture		Manufacture		Service		Totaux		Productivité totale
		intra	inter	intra	inter	intra	inter	intra	inter	
Occidentale	95-04	-1,1618	-2,575	-2,761	0,187	-4,2331	5,1004	-8,1565	2,7122	2328,67
	05-14	0,6711	-4,795	-0,232	1,832	-5,6645	7,0929	-5,2258	4,1299	6774,50
	15-19	-0,0331	-1,941	1,688	0,073	-1,6113	2,8164	0,04426	0,9482	5427,76
	total	-0,5238	-9,313	-1,305	2,093	-11,509	15,009	-13,338	7,7903	14530,94
Orientale	95-04	-9,7754	0,0318	7,495	-3,838	2,6485	3,2314	0,3682	-0,5752	677,48
	05-14	-0,9052	-2,461	-1,487	2,6992	-10,141	10,0807	-12,534	10,3187	1901,18
	15-19	0,4794	-0,956	1,1433	0,4507	-5,2966	3,7950	-3,6738	3,2894	2244,40
	total	-10,201	-3,385	7,151	-0,688	-12,789	17,1072	-15,84	13,0329	4823,06
Centrale	95-04	-6,4728	-1,122	0,5185	4,2522	-1,3117	3,5717	-7,266	6,7018	1351,765
	05-14	0,0352	-1,831	0,2922	1,7418	-7,1976	5,2051	-6,8701	5,1158	3026,136
	15-19	-0,2192	-0,405	1,1514	-1,749	-0,4913	2,0873	0,4408	-0,0677	2562,863
	total	-6,6568	-3,358	1,9623	4,2444	-9,0007	10,8643	-13,695	11,7499	6940,766
Australe	95-04	0,3166	-0,554	1,1196	-1,864	-2,6789	3,9113	-1,2426	1,4927	6513,423
	05-14	-1,6973	-1,071	0,0973	-0,648	-1,4839	6,0638	-3,0839	4,3435	8926,63
	15-19	0,0593	-0,387	2,5068	-1,053	-3,4957	2,5727	-0,9295	1,1319	7937,175
	total	-1,3213	-2,013	3,7237	-3,565	-7,6586	12,547	-5,256	6,9681	23377,22
ASS	95-04	-17,0935	-4,2202	6,3718	-1,2631	-5,5753	15,815	-16,2969	10,3315	10871,35
	05-14	-1,8962	-10,1597	-1,3303	5,625	-24,4878	28,4427	-27,7142	23,9079	20628,45
	15-19	0,2864	-3,6915	6,4904	-2,2781	-10,8951	11,2716	-4,1182	5,3018	18172,2
	total	-18,7034	-18,0714	11,5319	2,0838	-40,9582	55,5293	-48,1293	39,5412	49672

Source : auteurs, à partir de (World Bank, 2021).

Tableau A2. Résultats des tests de stationnarité

Variabiles	Test en niveau	Test en différence première
	Statistiques (<i>p</i> -value)	Statistiques (<i>p</i> -value)
Productivité du travail (PRO_TRA)	0,61271 (0,7300)	-8,11819 (0,0000) ***
Taux brut de scolarisation secondaire (TBS_SEC)	1,30416 (0,9039)	-6,06382 (0,0000) ***
Technologie de l'information et de la communication (TIC)	-2,47190 (0,0067) ***	-
Investissements directs étrangers (IDE)	-4,40569 (0,0000) ***	-14,3937 (0,0000) ***
Taux d'inflation (INF)	-16,1045 (0,0000) ***	-29,1176 (0,0000) ***
Stabilité politique (STAB_POLI)	-4,44646 (0,0000) ***	-15,7853 (0,0000) ***
Contrôle de la corruption (CON_CORR)	-2,19217 (0,0142) **	-11,8462 (0,0000) ***

Source : auteurs, à partir d' Eviews 9.0.

Tableau A3. Détermination du nombre de retard

Lag	LogL	LR	FPE	AIC	SC	HQ
0	-8260,598	NA	23,15418	34,52024	34,58120	34,54421
1	-4562,385	7272,895	0,558962	19,28344	19,77116*	19,47517*
2	-4503,004	115,0424	0,535317	19,24010	20,15456	19,59959
3	-4450,254	100,6543	0,527164	19,22444	20,56566	19,75169
4	-4400,477	93,52691	0,525764	19,22120	20,98916	19,91621
5	-4354,295	85,42151	0,532493	19,23297	21,42768	20,09574
6	-4310,556	79,62634	0,545083	19,25493	21,87640	20,28546
7	-4263,459	84,36082	0,550505	19,26288	22,31109	20,46117
8	-4201,532	109,1154*	0,522931*	19,20890*	22,68387	20,57496

* indicates lag order selected by the criterion
 LR : sequential modified LR test statistic (each test at 5% level)
 FPE : Final prediction error
 AIC : Akaike information criterion
 SC : Schwarz information criterion
 HQ : Hannan-Quinn information criterion

Source : auteurs, à partir d' Eviews 9.0.

Tableau A4. Résultat du test de Pédroni (1999)

		Statistiques	p-value
Dimension intra	Panel v-Statistic	-2,031353	0,9789
	Panel rho-Statistic	5,563703	1,0000
	Panel PP-Statistic	-0,942692	0,1729
	Panel ADF-Statistic	2,444994	0,9928
Dimension inter	Group rho-Statistic	8,202406	1,0000
	Group PP-Statistic	-2,025427	0,0214
	Group ADF-Statistic	3,567460	0,9998

Source : auteurs, à partir d' Eviews 9.0.

Tableau A5. Indicateurs et source

Indicateurs	Sources
Variables démographiques :	
Population totale active	Organisation Internationale du travail (2021)
Nombre d'emploi dans le secteur agricole	Organisation Internationale du travail (2021)
Nombre d'emploi dans le secteur de la manufacture	Organisation Internationale du travail (2021)
Nombre d'emploi dans le secteur des services	Organisation Internationale du travail (2021)
Variables institutionnelles :	
Stabilité politique	Worldwide Governance Indicators (2020)
Contrôle de la corruption	Worldwide Governance Indicators (2020)
Variables macroéconomiques :	
Produit intérieur brut par habitant (dollars US)	Données Banque mondiale (2021)
Taux brut de scolarisation secondaire (TBS_SEC)	Données Banque mondiale (2021)
Taux d'inflation (INF)	Données Banque mondiale (2021)
Valeur ajoutée de l'agriculture	Données Banque mondiale (2021)
Valeur ajoutée de la manufacture	Données Banque mondiale (2021)
Valeur ajoutée des services	Données Banque mondiale (2021)
Technologie de l'information et communication (TIC)	Données CNUCED (2021)
Politique commerciale :	
Investissements Directs Etrangers (IDE) : entré en % PIB	Données Banque mondiale (2021)

Source : auteurs.

Liste des pays à l'étude

Les 40 pays de l'étude sont entre autre : Afrique du Sud, Bénin, Botswana, Burkina-Faso, Burundi, Cameroun, Cap-Vert, Congo, Congo Démocratique, Côte d'Ivoire, Djibouti, Érythrée, Éthiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Kenya, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Mozambique, Namibie, Niger, Nigeria, République Centre Africaine, Rwanda, Sénégal, Sierra-Léone, Swaziland, Tanzanie, Tchad, Togo, Ouganda, Zambie et Zimbabwe.

References

- Abramovitz, M. (1983). Notes on international differences in productivity growth rates. In D. C. Mueller (Ed.), *The political economy of growth* (pp. 79–89). Yale University Press.
- Acemoglu, D., Johnson, S., & Robinson, J. (2004). *Institutions as the fundamental cause of long-run growth*. National Bureau of Economic Research.
- Acemoglu, D., & Restrepo, P. (2019, spring). Automation and new tasks: How technology displaces and reinstates labor. *Journal of Economic Perspectives*, 33(2), 3–30.
- ACET. (2014). *Rapport sur la transformation de l'Afrique: Une croissance en profondeur*. Centre Africain pour la Transformation Économique.
- Alam, A., Anós Casero, P., Khan, F., & Udosa, Ch. (2008). *Unleashing prosperity: Productivity growth in Eastern Europe and the former Soviet Union*. Banque mondiale.
- Badiane, O., Ulimwengu, J., & Badibanga, T. (2012). Structural transformation among African economies. Patterns and performance. *Development*, 55(4), 463–476.
- Banque Africaine de Développement. (2018). *Croissance de l'emploi et de la productivité au cours d'une période de changement structurel (2001–2008) en Égypte*. <https://www.afdb.org/fr/documents/document/economic-brief-employment-and-productivity-growth-in-egypt-in-a-period-of-structural-change-2001-2008-49083>
- Banque mondiale. (2008). *Measuring output and productivity in Thailand's service-producing industries*. Projet conjoint du National Economic and Social Development Board et de la Banque mondiale.
- Becker, G. S. (1962). Investment in human capital: A theoretical analysis. *Journal of Political Economy*, 70(5), 9–49.
- Belorgey, N., Lecat, R., & Maury, T. (2004). Déterminants de la productivité par employé: Une évaluation empirique en données de panel. *Bulletin de la Banque de France*, 121, 87–113.
- Biagi, F. (2013). *ICT and productivity: A review of the literature*. Digital Economy Working Paper, 2013/09. <https://doi.org/10.2788/32940>
- Blundell, R., & Bond, S. (1998). Initial conditions and moment restrictions in dynamic panel data models. *Journal of Econometrics*, 87(1), 115–143.
- Cadot, O., De Melo, J., Plane, P., Wagner, L., & Woldemichael, M. T. (2015). *Industrialisation et transformation structurelle. L'Afrique subsaharienne peut-elle se développer sans usines?* Papier de Recherche de l'Agence Française de Développement, 10.
- Cette, G., Clerc, C., & Bresson, L. (2015). Contribution of ICT diffusion to labour productivity growth: The United States, Canada, the eurozone, and the United Kingdom, 1970–2013. *International Productivity Monitor*, 28, 81–88. <https://econpapers.repec.org/RePEc:sls:ipmsls:v:28:y:2015:5>
- Chenery, H. (1960). Patterns of industrial growth. *The American Economic Review*, 50(4), 624–654.
- Chenery, H. B. (1979). *Structural change and development policy*. Oxford University Press.
- Chenery, H. B., Robinson, S., & Syrquin, M. (1986). *Industrialisation et croissance: Une étude comparative*. Oxford University Press.
- Chenery, H. B., & Syrquin, M. (1975). *Patterns of development*. Oxford University Press.
- Clark, C. (1940). *The conditions of economic progress*. Macmillan.

- Commission Économique pour l'Afrique. (2019). *Rapport annuel 20019*. <https://hdl.handle.net/10855/43276>
- Decker, C. S., Thompson, E. C., & Wohar, M. E. (2009). Determinants of state labor productivity: The changing role of density. *The Journal of Regional Analysis & Policy*, 39(1), 1–10.
- Doyle, E. (1997). Structural change in Ireland. *Journal of Economic Studies*, 24, 58–68.
- Drame, K., & Akitan, A. (2022). Déterminants de la productivité des entreprises du secteur manufacturier au Sénégal. *Revue Économie, Gestion et Société*, 1(35), 1–17.
- Duarte, M., & Restuccia, D. (2010). The role of the structural transformation in aggregate productivity. *Quarterly Journal of Economics*, 125, 129–173.
- Dumitrescu, E., & Hurlin, C. (2012). Testing for Granger non-causality in heterogeneous panels. *Economic Modelling*, 29, 1450–1460.
- Fabricant, S. (1942). Manufacturing in the national economy. In S. Fabricant (Ed.), *Employment in manufacturing, 1899–1939: An analysis of its relation to the volume of production* (pp. 153–168 <https://www.nber.org/chapters/c4878>)
- Fisher, A. G. B. (1939). Production: Primary, secondary and tertiary. *Economic Record*, 15, 24–38.
- Garcia-Santana, M., Pijoan-Mas, J., & Villacorta, L. (2016). *Investment demand and structural change*. CEPR Discussion Paper, DP11636. <https://ssrn.com/abstract=2873533>
- Gokhan, Y. (2016). Labor productivity in the middle income trap and the graduated countries. *Central Bank Review*, 16(2), 73–83. <https://doi.org/10.1016/j.cbrev.2016.05.004>
- Greenan, N., Mairesse, J., & Topiol-Bensaid, A. (2001). *Information technology and research and development impacts on productivity and skills: Looking for correlation on French firms level data*. NBER Working Paper, 8075.
- Guo, K., Hang, J., & Yan, S. (2017). Servicification, investment and structural transformation: The case of China. *China Economic Review*, 67, 101621.
- Hall, R. E., & Jones, C. I. (1999). Why do some countries produce so much more output per worker than others? *The Quarterly Journal of Economics*, 114(1), 83–116. <https://doi.org/10.1162/003355399555954>
- Hallward-Driemeier, M., & Nayyar, G. (2017). *Trouble in the making?: The future of manufacturing-led development*. World Bank. <http://documents.worldbank.org/curated/en/720691510129384377/Trouble-in-the-making-the-future-of-manufacturing-led-development>
- Hanushek, E. A. (2013). Economic growth in developing countries: The role of human capital. *Economics of Education Review*, 37, 204–212. <https://doi.org/10.1016/j.econedurev.2013.04.005>
- Herrendorf, B., Rogerson, R., & Valentinyi, A. (2013). *Growth and structural transformation*. Working Paper, 18996. <https://www.nber.org/papers/w18996>
- Hristov, N. O., Hülsewig, O., & Wollmershäuser, T. (2011). *Loan supply shocks during the financial crisis: Evidence for the Euro area*. CESifo Working Paper, 3395. <https://www.cesifo.org/en/publications/2011/working-paper/loan-supply-shocks-during-financial-crisis-evidence-euro-area>
- Ighodaro, C. A. U., & Adegboye, A. C. (2020). Long run analysis of tourism and economic growth in Nigeria. *International Journal of Economic Policy in Emerging Economies*, 13(3), 286–301.

- Im, K. S., Pesaran, H. M., & Shin, Y. (2003). Testing for unit roots in heterogeneous panels. *Journal of Econometrics*, 115(1), 53–74.
- Jorgenson, D. W., & Timmer, M. P. (2011). Structural change in advanced nations: A new set of stylised facts. *The Scandinavian Journal of Economics*, 113(1), 1–29. <https://doi.org/10.1111/j.1467-9442.2010.01637.x>
- Konte, M., & Vincent, R. (2017). *Analyse de l'évolution de la productivité de la main d'œuvre au Sénégal (1990–2010)*. Document commandité par le CRES pour la Direction Générale de la Planification et des Politiques Économiques (DGPPE) du Ministère de l'Économie et des Finances du Sénégal.
- Kuznets, S. (1966). *Modern economic growth: Rate, structure and spread*. Yale University Press.
- Kuznets, S. (1971). *Economic growth of nations: Total output and production structure*. Harvard University Press.
- Lewis, W. A. (1954). Economic development with unlimited supplies of labour. *Manchester School*, 22, 139–191.
- Loko, B., & Diouf, M. A. (2009). *Revisiting the determinants of productivity growth: What's new?* IMF Working Paper, 225. <https://doi.org/10.5089/9781451873726.001>
- Love, I., & Zicchino, L. (2006). Financial development and dynamic investment behavior: Evidence from panel VAR. *The Quarterly Review of Economics and Finance*, 46, 190–210.
- Lovrić, L. (2012). Information-communication technology impact on labor productivity growth of EU developing countries. *Journal of Economics and Business*, 30(2), 223–245.
- Maddison, A. (1952). Productivity in an expanding economy. *The Economic Journal*, 62(247), 584–594.
- McMillan, M. S., & Harttgen, K. (2014). *Quel est le moteur du miracle de la croissance africaine?* NBER Working Paper, 20077. <https://doi.org/10.3386/w20077>
- McMillan, M., & Rodrik, D. (2011). *Globalization, structural change and productivity growth*. NBER Working Papers, 17143. <https://www.nber.org/papers/w17143.pdf>
- McMillan, M. S., Rodrik, D., & Verduzco-Gallo, Í. (2014). Mondialisation, changement structurel et croissance de la productivité, avec une mise à jour sur l'Afrique. *World Development*, 63, 11–32. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2013.10.012>
- Olayemi, S. O. O. (2012). Human capital investment and industrial productivity in Nigeria. *International Journal of Humanities and Social Sciences*, 2(16), 298–307.
- Page, J. (2012). Can Africa industrialise? *Journal of African Economies*, 21(2), ii86–ii124. <https://doi.org/10.1093/jae/ejr045>
- Pedroni, P. (1999). Critical values for cointegration tests in heterogeneous panels with multiple regressors. *Oxford Bulletin of Economics and Statistics*, 61, 653–670.
- Ravn, M. O., Schmitt, G. S., & Uribe, M. (2012). Consumption, government spending, and the real exchange rate. *Journal of Monetary Economics*, 59(3), 215–234.
- Rostow, W. W. (1960). *The stages of economic growth: A non-communist manifesto* (3rd ed.). Cambridge University Press.
- Scarpetta, S., Hemmings, Ph., Tressel, T., & Woo, J. (2002). *The role of policy and institutions for productivity and firm dynamics: Evidence from micro and industry data*. OECD Economics Department Working Papers, 329. <https://doi.org/10.1787/547061627526>
- Solow, R. (1956). A contribution to the theory of economic growth. *Quarterly Journal of Economics*, 70(1), 65–94.

- Syrquin, M. (1988). Croissance économique et changement structurel en Colombie. Une comparaison internationale. *Revue Tiers-Monde*, 115, 481–492. <https://doi.org/10.3406/tiers.1988.3701>
- Vandenberg, P., & Trinh, L. Q. (2016). *Small firms, human capital, and productivity in Asia*. ADBI Working Paper, 582. <https://www.adb.org/sites/default/files/publication/189058/adbi-wp582.pdf>
- Vries, G. de, Timmer, M., & Vries, K. de. (2014). Transformation structurelle en Afrique: Gains statiques, pertes dynamiques. *The Journal of Development Studies*, 51(6), 674–688.
- Waldkirch, A., & Ofori, A. (2010). Foreign presence, spillovers, and productivity: Evidence from Ghana. *World Development*, 38(8), 1114–1126. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2009.12.020>
- World Bank. (2021). *World Development Indicators 2021*. DataBank.

Alain REDSLOB

Professeur émérite à l'Université Panthéon Assas (Paris 2)

Président de l'AIELF

L'Association Internationale des Economistes de Langue Française (AIELF) réunit des économistes sans parti pris, respectueux des convictions de celles et de ceux qui les portent. Fusion d'une diversité culturelle dans le creuset d'une communauté d'intérêt, elle rassemble universitaires, chercheurs et hommes de culture qui réfléchissent, coopèrent et diffusent une pensée économique vivée à la passion de la langue de Molière.

Vaste est sa mission. Parce qu'elle instaure, élargit et renforce des liens culturels aux fins de propager notre discipline, dans son aspect humain, institutionnel et formel. Parce qu'elle participe au rayonnement de la recherche, favorise l'élévation des niveaux d'éducation et incite les jeunes à s'investir. Parce qu'en écartant toute pompe, elle encourage le rapprochement des peuples en densifiant des échanges propres à la compréhension de cultures si diverses.

Aujourd'hui, les difficultés abondent, les défis se multiplient, les solutions tardent. À vrai dire, l'économie politique se trouve contrainte d'explorer des champs dont l'étendue grandissante n'a de cesse de le disputer à une aridité parfois inquiétante. Aussi, avec l'ardeur qui nous anime, valorisons nos connaissances, suscitons des confrontations d'opinions, propageons des idées neuves, tout en portant haut les couleurs de ce si beau langage qui est le nôtre.

La Revue Internationale des Economistes de Langue Française (RIELF) ambitionne de prendre sa juste part à cet élan avoué et prometteur.

Prof. dr hab. Maciej ŻUKOWSKI

Recteur de l'USEGP

L'Université des Sciences Economiques et de Gestion de Poznań est l'une des écoles d'économie et d'affaires les plus anciennes et les plus prestigieuses de Pologne. Depuis 1926, nous développons continuellement l'enseignement supérieur et garantissons des études scientifiques de haute qualité et un développement constant des infrastructures de recherche. Nous préparons de nombreux expertises économiques et réalisons des projets innovants. Une éducation de haute qualité, que nous offrons depuis des années, permet à nos étudiants et diplômés de relever avec succès les défis d'un marché du travail dynamique.

L'innovation de nos méthodes de recherche et d'enseignement a été confirmée par de nombreux classements et réalisations de nos étudiants et employés. Nous combinons notre souci de la meilleure qualité d'enseignement avec le développement de la coopération avec d'autres pays et des pratiques commerciales largement définies.

Dr Claudio RUFF ESCOBAR

Recteur de l'Université Bernardo O'Higgins, Chili

L'Université Bernardo O'Higgins (UBO), de Santiago du Chili, est une fondation sans but lucratif, de droit privé, accréditée par la Commission Nationale d'Accréditation (CNA-Chile), pour sa qualité académique, sa gestion et sa politique en matière de relations extérieures avec la Société. Comptant près de 7.000 étudiants répartis sur quatre facultés offrant des programmes de niveaux Licence, Master et Doctorat, ainsi que des départements et centres de recherche, l'Université a pour axe stratégique de développer l'excellence académique et consolider sa politique d'internationalisation, vecteur de croissance académique et culturelle pour toute la communauté universitaire. Cette stratégie est d'ailleurs distinguée par les ranking internationaux (Scimago et Times Higher Education (THE), et régionaux (Revue América Economía), notamment sur les axes de Recherche et d'ouverture à l'international.

L'Université Bernardo O'Higgins compte plus de 125 accords de coopération internationale, parmi lesquels, nombreux sont célébrés avec des pays francophones, cherchant à promouvoir la Francophonie comme axe stratégique d'internationalisation se positionnant ainsi comme l'Université chilienne la plus engagée dans cette vocation tant sur plan académique, que culturel et linguistique. Depuis 2018, l'UBO est membre actif de l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF). Dans ce contexte, l'adhésion au prestigieux réseau de l'AIELF, et l'organisation de son 61^e Congrès à Santiago du Chili en mai 2019, contribuent largement à enrichir cette vision et au rayonnement de la francophonie en Amérique Latine.

Note aux lecteurs : Les textes à soumettre sont à adresser via le système électronique <https://journals.ue.poznan.pl/rielf/user/register>

Le « guide de soumission » est disponible auprès de site officiel de la RIELF <https://journals.ue.poznan.pl/rielf> ou bien sur le site de l'AIELF : <http://www.aielf.org>

